



17 MAR 1915

Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 MARS 1915

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 février 1915.

Horace St-Germain, notaire, de Saint-Hyacinthe, commissaire pour l'érection civile des paroisses dans le diocèse catholique romain de Saint-Hyacinthe, en remplacement de M. Victor Marceau, décédé.

Québec, 20 février 1915.

Colonel F. M. Gaudet, O. C. 22ème bataillon; Major L. Archambault, atg. 2ème en command.; Capt. L. J. Daly Gingras, adjudant; Lieut. H. J. Pitts, 6ème Hussards, Montréal; Capt. E. Gill, 11ème Hussards, Sherbrooke; Major J. MacLeod, 11ème Hussards, Danville; Capt. G. D. Bishop, 7ème Hussards, Cookshire; Capt. T. Pickle, 13ème Dragons, Sweetburg; Major H. C. Curtis, 26ème Dragons, Stanstead; Lieutenant Colonel H. B. Yates, A.A.D.M.S. 4ème Division de Montréal; Major Alfred W. Cole, de la cité de Montréal, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

1521

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th MARCH, 1915

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in Council has been pleased to make the following appointments, to wit:

Quebec, 12th February, 1915.

Horace St. Germain, notary of Saint-Hyacinthe, commissioner for the civil erection of parishes in the Roman Catholic Diocese of Saint-Hyacinthe, in the place and stead of Victor Marceau, deceased.

Quebec, 20th February, 1915.

Colonel F. M. Gaudet, O. C. 22nd Battalion; Major L. Archambault, active 2nd in command.; Capt. L. J. Daly Gingras, adjutant; Lieut. H. J. Pitts, 6th Hussars, Montreal; Capt. E. Gill, 11th Hussars, Sherbrooke; Major J. MacLeod, 11th Hussars, Danville; Capt. G. D. Bishop, 7th Hussars, Cookshire; Capt. T. Pickle, 13th Dragons, Sweetburg; Major H. C. Curtis, 26th Dragons, Stanstead; Lieut. Colonel H. B. Yates, A.A.D.M.S., 4th Division of Montreal; Major Alfred W. Cole, of the city of Montreal, justices of the peace in virtue of the provisions of article 3361, R. S. Q., 1909, for a period of six months, with jurisdiction over the whole of the province of Quebec, for administering the oath to recruits.

1522

17 MAR 1915

Avis du Gouvernement

688-14

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 10 mars 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, tout le territoire compris dans les limites suivantes, savoir, le territoire borné comme suit: à l'est du lot No 69 du premier rang du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos et la municipalité scolaire de la Rivière nord de Pabos, à l'ouest, incluant tous les lots du Banc de Grand Pabos, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire sous le nom de "Chandler".

1519-11-2

"Power's Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Lawrence Power, hôtelier; Mary. A. Pegnem, commune en biens de Lawrence Power et le dit Lawrence Power, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; John C. Power, commis; John Power, rentier; James Power, mécanicien; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant, maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Power's Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et tous autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Government Notices

688-14

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 10th March, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the School Municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, in the county of Gaspé, the whole of the territory comprised within the following limits, to wit: on the east by the lot No. 69 of the first range of the official cadastre of Sainte Adélaïde de Pabos, and the school municipality of the Rivière Nord de Pabos, on the west including all the lots of the Banc de Grand Pabos, and to erect the whole of the above territory into a district school municipality under the name of "Chandler".

1520-11-2

Power's Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating M.M. Lawrence Power, hotel-keeper; Mary A. Pegnem, common as to property of Lawrence Power and the said Lawrence Power to these presents to authorize his said wife; John C. Power, clerk; John Power, gentleman; James Power, machinist; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Power's Restaurant", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Power's Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1457—11-2 Sous-secrétaire de la province

"The Canadian Oriental Chinese Club Incorporated"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Wong Fong Chong, marchand; Gunn Yuen, propriétaire de buanderie; Fong Sue, propriétaire de buanderie; Wong You Toy, restaurateur; Fong Sam, restaurateur; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Pour des fins de récréations d'amusements et d'instruction et procurer aux membres du club un lieu de réunion et de divertissement;

Acheter, louer ou autrement acquérir et maintenir des immeubles, terrains, bâtisses dans la cité de Montréal et partout ailleurs dans la province de Québec où le club aura des succursales, pour obtenir les fins ci-dessus;

Acquérir, accepter, louer, échanger et vendre des meubles et des immeubles qui peuvent devenir nécessaires à la compagnie pour atteindre ses fins;

Hypothéquer les immeubles qui appartiendront au dit club;

Tenir dans l'établissement du club, au siège social et dans ses succursales, une bibliothèque salle de billard, pool, etc., établir et exploiter des jeux de quilles et différents autres jeux, pour la distraction de ses membres;

Donner des repas et procurer le logement aux membres du club;

Obtenir et exploiter une ou des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses aux membres du club, dans les bâtisses du club, sujet cependant aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec;

Faire des règlements concernant la régie interne du club et faire toutes autres choses qui peuvent être nécessaires au club pour atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'iceux qui pourront découler, sous le nom de "The Canadian & Oriental Chinese Club Incorporated", avec un capital social de neuf mille piastres (\$9,000.00) divisé en cinquante (50) actions, de cent quatre-vingt piastres (\$180.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1479—11-2 Sous-secrétaire de la province.

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Powers' Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1458 Deputy Provincial Secretary.

The Canadian Oriental Chinese Club Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Wong Fong Chong, merchant; Gunn Yuen, laundry proprietor; Fong Sue, laundry proprietor; Wong You Toy, restaurant-keeper; Fong Sam, restaurant-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

For recreation and education purposes, to procure for the club members a place of meeting and amusement;

To purchase, lease or otherwise acquire and maintain immovables, lands, buildings in the city of Montreal and elsewhere in the Province of Quebec, where the club may have branches, for attaining the above objects;

To acquire, accept, lease, exchange and sell such moveables and immovables as may become necessary to enable the company to attain its purposes;

To hypothecate the immovables which may belong to the said club;

To keep in the club premises, at its head office and in any of its branches, a library, billiard and pool room, &c., and to establish and operate bowling and various other games for the recreation of its members;

To serve meals to and lodge the club members;

To obtain and exploit one or several licenses for the sale of spirituous liquors to the club members, in the club premises, subject however to the provisions of the Quebec License Law;

To make by-laws respecting the internal management of the club and to do all such other things as the club may deem necessary for the attainment of the above objects or any objects resulting therefrom, under the name of "The Canadian Oriental Chinese Club, Incorporated", with a capital stock of nine thousand dollars (\$9,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred and eighty dollars (\$180.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1480—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt février, 1915, constituant en corporation M.M. Ernest Dupré, manufacturier; Amédée Côté, entrepreneur; Oscar Montplaisir, boucher; Stanislas Ricard, épiciier, et Nestor Montplaisir, propriétaire d'une salle d'amusements, tous de la cité de Maisonneuve, district de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir, acheter, exploiter des établissements, maisons de jeux et d'amusements, récréations pour le développement des forces du corps au moyen d'exercices physiques, entraînements, jeux et exercices d'adresse et de force à l'aide de tous jeux ou amusements propres au développement des forces du corps, et amélioration de la santé tel que pool, billard, barres, gymnastique, escrime, jeux et exercices athlétiques, sports en général, jeux de quilles (bowling alleys);

Acheter, vendre, prêter, louer tous effets, articles, objets, appareils nécessaires aux dits jeux, amusements, sports, exercices athlétiques tels que haltères, barres, fleurets, épées, échelles, disques, quilles, billes;

Acheter, louer, vendre et exploiter tout établissement de cette nature, sous le nom de "Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée", avec un capital social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Maisonneuve, district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1463—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"Subway Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. John Alexander Shinnick, maître-charretier; Frederick Alexander Shinnick, contre-maître; John Graham, comptable; Georges Hébert, gérant; et Dame Annie Diotte, épouse séparée de biens de John Alexander Shinnick, maître-charretier, et le dit J.-A. Shinnick, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, hûtre, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Subway Limited", par John Alexander Shinnick, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

"Club Athlétique de Maisonneuve Incorporée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth of February, 1915, incorporating Messrs. Ernest Dupré, manufacturer; Amédée Côté, contractor; Oscar Montplaisir, butcher; Stanislas Ricard, grocer, and Nestor Montplaisir, amusement hall proprietor, all of the city of Maisonneuve, district of Montreal, for the following purposes:

To keep, purchase, exploit establishments and houses for games amusement and recreation for the development of physical strength by means of gymnastics, training, games and exercises requiring adroitness and strength with the help of any games or amusements suitable for the development of physical strength and the improvement of health such as pool, billiard, bars, gymnastics, fencing athletic games and exercises, sports generally and bowling alleys;

To purchase, sell, loan, lease any goods, articles, objects, apparatuses necessary for the said games amusements, sports, athletic exercises such as dumbbells, bars, foils, swords, ladders, discs, bowling pins, bowling, billiard and pool balls;

To purchase, lease, sell and operate any establishment of a like nature, under the name of "Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Maisonneuve, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1915

C. J. SIMARD,

1464—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Subway Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. John Alexander Shinnick, master carter; Frederick Alexander Shinnick, foreman; John Graham, accountant; Georges Hébert, manager, and Dame Annie Diotte, wife separate as to property of John Alexander Shinnick, master carter, and the said J. A. Shinnick to these presents for the purpose of authorizing his said wife, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches subject to the provisions of the Quebec License Law, the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of the wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Subway Limited", by John Alexander Shinnick, with the equipment, furnishings, stock in trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et tous autres biens en général et les payer, en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Subway Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastre (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1455—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"The Northern Fur Manufacturing Company, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation MM. Samuel William Jacob, Conseil en Loi du Roi; Alexander Rives Hall, Conseil en Loi du Roi; Gui Casimir Papineau-Couture, avocat; Louis Fitch, avocat et Harry Gough, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les affaires de marchands en gros et en détail de fourrures, peaux, pelleteries et de manufacturiers et négociants en vêtements et costumes en fourrures, peaux et pelleteries;

Etablir, administrer et exploiter des postes pour la traite et des dépôts pour vendre, troquer ou échanger des marchandises de toutes espèces;

Faire le commerce de marchandises sèches, soies, satins, fournitures de tailleurs, tissus de toutes sortes, et en général des draps et cotons, et faire les affaires de tailleurs et confectionneurs et drapiers;

Exercer toute autre industrie semblable, soit manufacturière ou autrement, laquelle s'allie aux pouvoirs précités, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées;

Acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie des commerce, biens et dettes de toute

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company.

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Subway Limited", with a capital stock of twenty thousand dollar (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1456—11-2 Deputy Provincial Secretary.

The Northern Fur Manufacturing Company Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacob, King's Counsel; Alexander Rives Hall, King's Counsel; Gui Casimir Papineau-Couture, advocate; Louis Fitch, advocate and Harry Gough, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in furs, skins, pelts and of manufacturer of and dealers in fur, skin and pelt garments and costumes;

To establish, conduct and operate trading posts and stores for the sale, barter or exchange of merchandise of every nature whatsoever;

To deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds, and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors and outfitters and clothiers;

To carry on any othersimilar business, whether manufacturing or otherwise, and which is germane to the foregoing powers, which may seem to the company to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of

personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer; ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement, tous brevets, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité de les utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis à cet effet, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

En général acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier tous terrains, édifices, commodités, machineries, matériel et fonds de commerce;

Acquérir et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement des argents de telle autre manière que la compagnie jugera convenable, et en particulier par l'émission de débentures, engageant la totalité ou aucun des biens de la compagnie, les deux présents et futurs, y compris son capital non versé, et racheter ou acquitter toutes telles valeurs;

Rénumérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débentures et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, faire valoir ou autrement négocier ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie sous le nom de "The Northern Fur Manufacturing Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1483

Sous-secrétaire de la province.

"The Bleury Cafe, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation Dame Margaret Cloase, veuve de Richard Coogan, en son vivant hôtelier de la cité de Montréal; Dame Mary Coogan, veuve de Michael James Mullins, en son vivant hôtelier de la cité de Montréal; Margaret Coogan, de la cité de Montréal, fille majeure, Dame Frances Coogan, épouse séparée de biens

any person or company carrying on any business which this company authorized to carry on; or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, trade-marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired

Generally to purchase, take or lease or in exchange hire or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, charged upon all or any of the company's property both present and future, including its uncalled capital, and to redeem or pay off any such securities;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company's or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, under the name of The Northern Fur Manufacturing Company, Limited, with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1484

Deputy Provincial Secretary.

"The Bleury Cafe, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Mrs. Margaret Cloase, widow of Richard Coogan, in his lifetime hotel keeper, of the city of Montreal; Mrs. Mary Coogan, widow of Michael James Mullins, in his lifetime hotel-keeper, of the city of Montreal. Margaret Coogan, of the city of Montreal, spinster; Mrs. Frances Coogan, wife separate as to

de William F. Tigh, marchand de tabac, de Montréal, et le dit W. F. Tigh, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; William Frédéric Tigh, de Montréal, marchand de tabac, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant, maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Coogan's Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation et leurs installation, meubles et tous autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce, que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "The Bleury Café Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1459-11-2

Sous-secrétaire de la province

property of William F. Tigh, tobacconist, of Montreal, and the said W. F. Tigh, to these presents to authorize his said wife; William Frédéric Tigh, of Montreal, tabacconist, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, ealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Coogan's Restaurant", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "The Bleury Café, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of February, 1915

C. J. SIMARD,

1460

Deputy Provincial Secretary.

"Montreal House, Incorporated"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Adrien Boiron, commis; Emile Devabre, employé; Joseph Bernier, électricien; Emile Bertrand, cuisinier et Joseph Emile Cadotte, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir et exploiter des hôtels, auberges et restaurants ou autres maisons de logement ou d'entretien public et faire généralement le commerce d'hôtelier et de restaurateur, dans toutes ses branches, sujet aux lois et règlements provinciaux et locaux;

Acquérir par achat ou autrement, tout ou partie de l'actif et se charger ou non des engagements de Dame Rosalie Boutin, épouse de Alexandre Boiron, hôtelier, de Montréal, faisant affaires seulement sous le nom de "A. Boiron & Cie", ou de toute autre personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie et s'associer avec telles personnes, sociétés ou compagnies pour des entreprises et en vue de profits communs;

Verdre ou autrement disposer de tout ou partie des affaires et biens de la compagnie, aux conditions que la compagnie jugera convenables;

Prendre, accepter en paiement ou autrement acquérir, vendre ou autrement concéder des actions ou autres valeurs ou biens de toutes compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission et la distribution d'actions acquittées de son capital-social, toutes dettes ou réclamations contre la compagnie pour tous biens ou droits acquis ou possédés par elle, et pour tous services à elle rendus ou à être rendus de quelque manière que ce soit;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou autrement tous biens ou propriétés de la compagnie et en particulier des actions ou autres valeurs de toute autre compagnie et appartenant à la présente compagnie;

Faire toutes et chacune des opérations et choses ci-dessus comme principaux ou comme agents-entrepreneurs; sous le nom de "Montreal House Incorporated", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1477—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"Woodbine Cafe, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Henry Judah Frihey, Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine, Michael Thomas Burke, avocats et James Johnston, comptable; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences, de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaire de places pour

Montreal House, Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Andre Boiron, clerk, Emile Devabre, employee, Joseph Bernier, electrician, Emile Bertrand, cook, and Joseph Emile Cadotte, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To keep and operate hotels, inns and restaurants or other lodging or public houses and to generally carry on the business of keepers of hotels and restaurants, in all branches thereof, subject to local and provincial by-laws and regulations;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or part of the assets and to or not to take over the liabilities of Dame Rosalie Boutin, wife of Alexandre Boiron, hotelkeeper, of Montreal, carrying on business alone under the name of "A. Boiron & Cie", or of any other person, firm or company carrying on a business similar to that of this company, and to enter into partnership with such persons firms or companies, for undertakings with a view of common profits;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the business and property of the company, upon such conditions as the company, may think convenient;

To take and accept in payment or otherwise acquire, sell or otherwise assign the shares or other securities or property of any companies having objects in whole or in part similar to those of this company;

To pay in bonds or other securities or property of the company, or by the issue or the and distribution of paid up shares of its capital stock, any debts or claims against the company for any property or rights acquired or held by it, and for any services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind or otherwise any assets or property of the company or other securities of any other company, belonging to the present company;

To do all or any of the above businesses and things as principals or contracting agents under the name of "Montreal House Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1478—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Woodbine Cafe, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Henry Judah Frihey, Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine, Michael Thomas Burke, advocates and James Johnston, accountant; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoeshining stands, barber shops,

le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huitre, et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de toutes propriétés ou immeubles nécessaires pour les fins de la compagnie; hypothéquer, engager d'aucune manière quelconque, les propriétés immobilières de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération et particulièrement le commerce d'hôtel, maintenant exercé par Dame Sara Spector, épouse séparée de biens de Casper Spector, au No 457 Boulevard Saint-Laurent, dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "The Woodbine Cafe", y compris la licence y attachée, fonds de commerce, clientèle, meubles et autres accessoires constituant le commerce d'hôtel exercé comme commerce en opération par la dite Dame Sara Spector, et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie susdite pour tel prix et pour le nombre d'actions comme le déterminera la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger les actions, stock, ou débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acheter louer, posséder et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exercé par la compagnie, soit en tout ou en partie, aussi toute franchise et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses, exécuter tous les pouvoirs et exercer tout commerce ayant trait à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "The Woodbine Cafe Limited", avec un capital-actions de dix-neuf mille cinq cents dollars (\$19,500.00) divisé en cent quatre-vingt-quinze actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1461—11-2 Sous-secrétaire de la province.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 6 mars 1915.

Présent: Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR
en Conseil.

Il est ordonné que l'article 17 des règlements faits en vertu de l'article 3866j, (4 Geo. V., ch. 42), de la loi des ingénieurs stationnaires de la province de Québec, soit amendé en ajoutant à la fin du dit article, la clause suivante:

"Les aspirants au diplôme de quatrième classe ne possédant pas les connaissances requises pour passer leurs examens à la satisfaction des examinateurs, seront assimilés aux chauffeurs et ne pourront en aucun cas exercer les fonctions d'ingénieurs stationnaires de la force motrice que sous la surveillance et le contrôle d'un ingénieur possédant le diplôme requis par la loi et les règlements. Cependant, dans un cas d'urgence, les examinateurs pourront autoriser un aspirant dont l'exa-

billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever, the immoveable property of the company;

To accept, draw, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel business now carried on by Dame Sara Spector, wife separate as to property of Casper Spector, at No. 457, of Saint Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, under the firm name and style of The Woodbine Cafe, including therein the license, stock-in-trade, goodwill, furniture and other accessories constituting the hotel business carried on, as a going concern by the said Dame Sara Spector, and to pay therefor in cash or paid up shares of the company aforesaid, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock, or debentures or securities or any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares debentures or other securities of the company or otherwise;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "The Woodbine Cafe, Limited", with a capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1462—11-2 Deputy Provincial Secretary.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 6th March, 1915.

Present: The LIEUTENANT-GOVERNOR in Council.

It is ordered that article 17 of the regulations enacted in virtue of article 3866j (4 Geo. V., ch. 42), of the Quebec Stationary Engineers' Act, be amended by adding thereto, at the end of said article, the following clause:

"Candidates for a fourth class certificate not possessing the necessary qualifications to pass their examinations to the satisfaction of the examiners shall be classified as stokers and shall in no case act as Stationary Engineer in charge of motive power except under the direction and control of an engineer holding the certificate required by-law and the regulations. However in case of emergency the examiners may authorize such candidates to take charge of a boiler

men n'aura pas été satisfaisant à prendre charge d'une chaudière pour une période n'excédant pas 30 jours.

"Un certificat de chauffeur pourra aussi être accordé par les examinateurs à toute personne capable de répondre avec satisfaction aux questions qui pourraient lui être posées, soit par un des examinateurs, soit par un des inspecteurs provinciaux des chaudières désigné à cette fin par l'ingénieur en chef; dans ce dernier cas rapport devra être fait aux examinateurs qui, seuls, ont le droit d'émettre des certificats.

"Le certificat ainsi émis ne sera valable que pour un an, et permettra au titulaire de prendre charge d'une chaudière à vapeur de pas plus de 100 forces de chevaux-vapeur.

"Les honoraires seront les mêmes que pour le diplôme d'ingénieur de la quatrième classe, soit \$2.00 pour le premier examen, et 50 centins pour le renouvellement annuel."

1501 A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Avis est par le présent donné que, "The Legal Aid Society of Greater Montreal", a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans la province les affaires de société charitable tel que contenu dans la déclaration qui a précédé son autorisation par le lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: favoriser dans les limites de la loi du barreau, des mesures pour la protection légale de tous ceux qui peuvent en paraître dignes et qui sont incapables d'obtenir assistance ailleurs; tout avocat rendant des services aura droit à ses honoraires et charges usuels tel que stipulé par la loi du barreau.

Le bureau principal de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q., 1439—11-2

Le Progrès Ouvrier, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Antonio Beaudry, journaliste; Edmond T. Sayers, agent de publicité; Uldège Beaudry, solliciteur; Jos.-Alf. Labonté, marchand; Félix Barrière, agent de publicité; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, détenir, exploiter, développer vendre, transporter et louer des terres, des terrains, des carrières, des pouvoirs d'eau, de l'énergie électrique dans le district de Montréal, des aqueducs, fils de transmission, transbordeurs aériens, construction de digues ou d'usines, machineries, matériel roulant, patentes, marque de commerce, publications, journaux, revues, droit d'auteurs de toutes sortes, le tout sur les propriétés de la compagnie ou toute autre propriété là où elle aura obtenu la permission de se faire des propriétaires, de faire le commerce de tous matériaux, marchandises de toutes sortes, propriétés immobilières et mobilières, de les hypothéquer, les échanger, construire et améliorer, et de faire en particulier toutes les affaires se rapportant à ces objets;

Faire les affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec toutes affaires ci-dessus spécifiées,

for a period not exceeding 30 days.

A stoker's certificate may also be granted by the Examiners to any person capable of answering satisfactorily the questions put to him, either by one of the Examiners or by one of the Provincial Boiler Inspectors designated by the chief engineer; in the latter case report must be made to the Examiners who alone are authorized to issue certificates.

The certificates thus issued shall only be good for one year and shall entitle the holder thereof to take charge of a steam boiler not exceeding 100 horse power.

The fees shall be the same as for a fourth class engineer's certificate, that is to say \$2.00 for the first examination and 50 cents for the yearly renewal thereof.

1502 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Notice is hereby given that The Legal Aid Society of Greater Montreal, of Montreal, has been licensed and registered to transact in the Province, the business of a charitable association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely: to promote measures within the limits of the Bar Act for the legal protection of all who may appear worthy thereof and who are unable to procure assistance elsewhere; every advocate rendering services shall be entitled to his usual fees and charges as provided by the Bar Act.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this third day of March, 1915.

For the treasurer of the Province of Québec,
WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q., 1440—11-2

"Le Progrès Ouvrier, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph-Antonio Beaudry, journalist; Edmond T. Sayers, advertising agent; Uldège Beaudry, solicitor; Jos.-Alf. Labonté, merchant, Félix Barrière, advertising agent; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, hold, exploit, develop, sell convey and lease lands, lots of land, quarries, water powers, electric power, in the district of Montreal, water works, transmission lines, aerial conveyers, railway sidings, dam works or plants, machinery, rolling stock, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights, of all kinds, the whole upon the property of the company, or upon any property whereon it may have obtained the permission from the proprietors to do so; to deal in materials and goods of all kinds, moveable and immoveable properties, hypothecate, exchange, build upon and improve the same, and especially to carry on any business incidental to the above object;

To carry on any business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and

ou propres, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou assumer les affaires, biens et obligations en tout ou en partie, de toute personne ou compagnie, faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital actions de la dite compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Vendre, louer les biens, droits franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débetures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toutes telles compagnies, et les engager, vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du principal et intérêts, ou en faire le commerce autrement;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir ou posséder tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenus ou possédés par toutes personnes ou sociétés ou par toutes compagnies ou compagnie faisant ou formées pour faire toutes affaires semblables à celle que cette compagnie est autorisée à faire et les payer en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie, ou autrement et assumer les obligations de toutes telles personnes, sociétés ou compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettres de change, mandats et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire des avances en argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou en aucune autre manière toutes personnes ou personnes, ou corporation ou corporations pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs;

Faire toutes telles choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "Le Progrès Ouvrier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire or take over the whole or part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in shares of the capital stock of the said company;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, hold, issue or re-issue with or without guarantee as to principal and interest, or otherwise deal with the same;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any part of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or owned by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying on of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To make advances of money to the customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate in cash, stock, bonds or in any other manner any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or in guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principal agents or attorneys;

To do all things incidental to or suitable for the attainment of the above objects, under the name of "Le Progrès Ouvrier, Limitée, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,
1481—11-2 Sous-secrétaire de la province

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture, la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Rouville, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la paroisse de Saint-Hilaire".

JOS.-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 9 mars 1915. 1499

Avis est par le présent donné que le nom "The Knights of the Maccabees of the World", une société de secours mutuels enregistrée pour transiger dans cette province des affaires à l'effet de pourvoir ses membres de bénéfices d'incapacité et de décès, a été changé en celui de "The Maccabees", la société ayant été enregistrée sous ce dernier nom.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1441—11-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la Province Ecclésiastique de Montréal", Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistré pour faire dans cette province les affaires d'assurance mutuelle contre le feu telle qu'expose dans sa charte d'incorporation, la loi 16 Vict., chapitre 149, et ses amendements, savoir: sur les églises, les presbytères, les sacristies et autres bâtiments en dépendant.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de février, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branches des Assurances,
Département du Trésor,
Québec. 1301—10-2

AVIS

Avis est par le présent donné que "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières", Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'assurances mutuelle contre le feu tel qu'expose dans sa charte d'incorporation, la loi 16 Vict., chapitre 149, savoir: sur les églises, les presbytères, les sacristies et autres bâtiments en dépendant.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-deuxième jour de février 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec. 1303—10-2

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,
1482—11-2 Deputy provincial secretary.

Public notice is hereby given that the farmer club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Iberville, the following club is authorized under the following name, to wit:

"Farmers' Club of the parish of Saint Hilaire.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 9th March, 1915. 1500

Notice is hereby given that the name of The Knights of the Maccabees of the World, of Detroit Mich., a mutual benefit association registered in the Province of Quebec for the transaction of the business of providing for its members disability and death benefits, having been changed to The Maccabees, the association has been duly registered under the latter name.

Given in conformity of article 6950, R. S. P. Q., 1909, this first day of March, 1915.

For the Treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q. 1442—11-2

NOTICE

Notice is hereby given that "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la province Ecclésiastique de Montréal", Montréal, P. Q., has been licensed and registered to transact the business of mutual fire insurance as set forth in its Act of incorporation, 16 Vict., chap. 149, and its amendments, namely: on churches, presbyteries, sacristies and other dependencies.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of February, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1302—10-2

NOTICE

Notice is hereby given that "L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières", Québec, P. Q., has been licensed and registered to transact the business of mutual fire insurance as set forth in its Act of incorporation, 16 Vict. chap. 149, namely: on churches, presbyteries, sacristies and other dependencies.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty second day of February, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1304—10-2

"J. Lazarus & Company, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Henry Judah Trihey; Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine et Michael Thomas Burke, avocats, et James Johnston, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire les affaires de négociants en gros et en détail et d'importateurs de fruits et légumes, confiseries, tabacs et articles de librairies;

Acheter, louer et acquérir tout commerce d'une nature semblable exercé par la compagnie soit en tout ou en partie, ainsi que toutes franchises et les payer en actions du capital de la dite compagnie, ou autres valeurs;

Tirer, accepter, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires et autres effets négociables, sous le nom de "J. Lazarus & Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1339—10-2 Sous-secrétaire de la province.

"Chaboillez, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt six février, 1915, par lesquelles la compagnie "Moineau Café, Limited" a été autorisée à changer son nom en celui de "Chaboillez, Limited".

Daté au bureau du secrétaire ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1349—10-2 Sous-secrétaire de la province.

2200-13

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 26 février 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de village d'Acton, dans le comté de Bagot, tout le territoire ci-après mentionné de la municipalité scolaire de Saint-Nazaire d'Acton, savoir: les lots Nos 447 à 455 inclusivement du 11ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, 403 à 446 inclusivement du 10ème rang, même paroisse, partie de 388 à 392 inclusivement du 2ème rang du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton.

1327—10-2

"L'Econome Incorporée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. J. Albert Martel, traducteur; Frédéric Martel, plombier; Jos. Alf. Sanfaçon, serrefrein; Zéphirin Rivard, commis, et Ernest Trudel, commis, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'épicerie, vins et liqueurs de toutes sortes, en gros et en détail, le tout conformément à la loi des licences de Québec, et dans ce but acquérir, préparer, manufacturer,

J. Lazarus & Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey; Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine and Michael Thomas Burke, advocates, and James Johnston, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as wholesale and retail dealers and importers of fruits and vegetables, confectionery, tobaccos and stationery supplies;

To purchase, lease and acquire any business of a similar nature carried on by the company either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor in shares of stock of the said company, or other securities;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments; under the name of "J. Lazarus & Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1340—10-2 Deputy Provincial Secretary.

"Chaboillez, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1915, whereby the corporate name of the company "Moineau Café, Limited" was changed to that of "Chaboillez, Limited".

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1350—10-2 Deputy Provincial Secretary.

2200-13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 16th February, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a separate school, under the name of village of Acton, in the county of Bagot, the whole of the territory hereunder described of the school municipality of Saint Nazaire d'Acton, to wit: the lots Nos. 447 to 455, both inclusive of the 11th range of the official cadastre of the parish of Saint Théodore d'Acton, 403 to 446 both inclusive of the 10th range, same parish, part of 388 to 392, both inclusive of the 2nd range of the official cadastre of Saint Ephrem d'Upton.

1328—10-2

"L'Econome Incorporée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. J. Albert Martel, translator; Frederic Martel, plumber; Jos. Alf. Sanfaçon, brakeman; Zéphirin Rivard, clerk, and Ernest Trudel, clerk, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal in groceries, wines and liquors of all kinds, wholesale and retail, the whole in accordance with the Quebec License Act and for that purpose to acquire, prepare, manufacture, pro-

fabriquer, acheter et vendre tous effets de commerce et marchandises trafiqués et vendus par les épiciers en gros et en détail; ouvrir, posséder et mettre en opération des succursales ou branches de commerce pour le détail de ces marchandises;

Acquérir, posséder, donner en garantie, vendre, céder et transporter tous effets de commerce, marchandises et en général tous biens d'aucune sorte et description;

Faire en général toutes les affaires se rapportant à l'emmagasinage ou aux entrepôts frigorifiques;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement se rapportant au commerce principal de la compagnie ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière;

Acquérir, construire, louer, entretenir et administrer tous immeubles, manufactures, entrepôts, magasins et autres édifices et toutes autres propriétés immobilières nécessaires et convenables pour toutes les fins de la compagnie, les louer, les vendre ou en disposer autrement;

Acquérir, louer, exploiter, vendre et transporter aucuns noms et marques de commerce, brevets d'invention, procédés et inventions utiles à l'industrie de la compagnie;

Emettre et répartir toutes les actions acquittées du capital de la compagnie en paiement de toutes propriétés, mobilières ou immobilières, et de tous droits et concessions acquis par la compagnie;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchises, clientèle, commerce ou licence de la compagnie à toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, actions, obligations ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable, et en devenir actionnaire; acquérir par achat ou autrement les biens, clientèle, et les droits de toute autre compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant indirectement; engager les biens, droits et débetures de la compagnie et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie, sous le nom de "L'Econome Incorporée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera en la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1343-10-2 Sous-secrétaire de la province.

Cafe Riche, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Arthur Saint-Charles, hôtelier; Aurel Resther, comptable; Joseph Roy, commis;

duce, purchase and sell any trade goods and merchandise dealt in and sold by wholesale and retail grocers; open, hold and operate branch stores for the retail dealing of such goods and merchandise;

To hold, own, pledge, sell, convey and transfer any trade goods or merchandise and generally any property of every kind and description;

To generally carry on any business incidental to warehousing or cold storage;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise connected with the principal business of the company or calculated to enhance the value thereof or benefit the same in any manner whatever;

To acquire, construct, lease, maintain and manage any immoveables, manufactories warehouses, stores and other buildings and any other immoveable properties necessary and suitable for all the purposes of its business, and to lease, sell and otherwise dispose of same;

To acquire, lease, operate, sell and transfer any trade marks and names, patents, processes and inventions suitable for the company's business;

To issue and allot the whole of the fully paid up shares of the capital stock of the company, in payment of any property, moveables and immoveables and of any rights and concessions acquired by the company;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchises, goodwill, business or license of this company to any other company carrying on a business similar to that of this company, and in payment therefor to accept cash, shares, bonds or other securities of any such company;

To amalgamate with any other company carrying on the same business or any other business incidental to that of the company, and to acquire in any manner the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay therefor either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote and become a shareholder in any subsidiary, similar or quasi-similar company, to acquire by purchase or otherwise the good will, property and rights of any other company carrying on a similar business or a business indirectly incidental to that of the company, pledge the property, rights and debentures of the company and generally do all things necessary or suitable for the above mentioned purposes of the company and any of its objects, or which may appear necessary or suitable, under the name of "L'Econome Incorporée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1344-10-2 Deputy Provincial Secretary.

"Cafe Riche, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph Arthur St-Charles, hotel-keeper; Aurel Resther, accountant; Joseph Roy, clerk;

Paul Alfred Degroseilliers, étudiant-en-droit et John Farrow, commis, tous cinq de la cité de Montréal, dans les buts suivants;

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salle de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payée pour telles acquisition ou possession en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Café Riche, Limitée", avec un capital social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1345-10-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Gendron, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Octave Gendron, commerçant; Jules Gendron dessinateur; Joseph Clovis Gagné, comptable; Georgie Ricard, menagère; Alida Gendron, menagère, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de vins et liqueurs sujet à la loi des licences de la province de Québec et tout autre commerce qui peut avoir rapport à celui-ci; faire le commerce d'épicerie, fruits, provisions, foin, grain, charbon, bois, farine, journaux, tabac, cigares, nouveautés, chaussures, hardes faites, ferronnerie, meubles, médecines, brevetées et d'articles de librairie en gros et en

Paul Alfred Degroseilliers, student-at-law, and John Farrow, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of all or any of its moveable and immovable property, hypothecate its immovables, pledge its moveables, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To make and execute all such other acts and things as may be suitable or deemed advantageous for the carrying on of the above undertakings, under the name of "Café Riche, Limitée", with a capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty-sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1346-10-2 Deputy Provincial Secretary.

"La Compagnie Gendron Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph Octave Gendron, trader; Jules Gendron, draughtsman; Joseph Clovis Gagné, accountant; Georgie Ricard, housekeeper; Alida Gendron, housekeeper, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal in wines and liquors, pursuant to the provisions of the Quebec License Act, and to carry on any other business incidental thereto; to deal wholesale and retail in groceries, fruits, provisions, hay, grain, coal, wood, flour, newspapers, tobacco, cigars, novelties, boots and shoes, ready-made clothing, hardware, furniture, patent medicines and book sellers' sundries,

détail, ainsi que de manufacturer les dits produits et en disposer;

Acquérir, détenir, louer, engager, hypothéquer, vendre, échanger ou autrement en disposer des actions, effets, dépôts ou valeurs de toutes corporations engagées dans une entreprise semblable à celle de la présente compagnie, se fusionner avec toute autre compagnie engagée dans une semblable entreprise;

Enregistrer, acheter, louer ou acquérir ou autrement et tenir, posséder, mettre en opération, introduire, vendre, céder, aucune et toute marque de commerce, formules, procédés secrets, nom de commerce et marques distinctives ayant rapport avec les affaires de la compagnie;

Agir comme agents et faire toute autre affaire en rapport avec les objets de la compagnie;

Emettre une partie de son capital social sous forme d'actions privilégiées, émettre des bons, débentures; acquérir, acheter, posséder du stock dans toute autre compagnie incorporée conduisant les mêmes affaires et en disposer;

Acquérir, acheter, posséder, employer, louer, hypothéquer des immeubles et bâties, matériels, machines nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie et en disposer;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus, soit en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital action de la compagnie, ou de ses obligations ou autres valeurs ou concernant la formation et l'avancement de la compagnie ou de son administration;

Payer en argent ou en actions acquittées ou une partie en argent et une partie en actions acquittées du capital action de la compagnie, toute propriété immobilière ou mobilière achetée par la compagnie, y compris les machines, secrets, recettes, procédés de manufacture, marques de commerce ou marques distinctives, les droits de manufacturer et de ventes nécessaires et en rapport avec les affaires de la compagnie et en disposer; sous le nom de "La Compagnie Gendron, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février, 1915.

C. J. SIMARD,

1341—10-2 Sous-secrétaire de la province.

La Buanderie de Fraserville, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février, 1915, constituant en corporation M.M. Elzéar Alfred Doucet, agent d'assurance; Joseph Têtu, hôtelier; Charles Eugène Dubé, marchand; Louis Joseph Dugal, notaire; Wilfrid Adélar Potvin, avocat; Albert Lemieux, gérant de manufacture; Edmond L. Ethier, commerçant; tous de Fraserville, dans les buts suivants:

Acheter, acquérir, posséder, aliéner, exploiter et autrement transiger des buanderies et autres établissements de cette nature, et faire tous actes concernant les dites transactions;

Acquérir et exploiter tous immeubles, meubles, machineries concernant le commerce de buanderie, réparations, repassage, teinturerie et autres de même nature ou concernant le commerce en général;

Acheter en tout ou en partie, les intérêts de corporations ou personnes ayant le même commerce, se fusionner avec icelles, ou promouvoir

and to manufacture and dispose of the above products;

To acquire, hold, lease, pledge, hypothecate, sell, exchange or otherwise dispose of shares, instruments, deposits or securities of any corporations engaged in any undertaking similar to that of the present company, and to amalgamate with any other company engaged in a similar undertaking;

To register, purchase, lease or otherwise acquire and hold, own, operate, introduce, sell, assign any and all trade marks, formulas, secret processes, trade names and special marks incidental to the company's business;

To act as agents and carry on any other business in connection with the company's objects;

To issue any part of its capital stock as preferred stock, issue bonds, and debentures, to acquire, purchase, own stock in any other incorporated company pursuing the same kind of business and to dispose of same;

To acquire, purchase, own, use, lease, hypothecate and dispose of any immoveables and buildings, plant, machinery necessary for or incidental to the company's business;

To remunerate any person or company for services rendered in placing, or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company, or its bonds or other securities or in or about the formation and promotion of the company or the management of its business;

To pay in cash or in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the capital stock of the company, any immoveable or moveable property purchased by the company, including machinery, secrets, recipes, manufacturing processes, trade marks or special marks, manufacturing and selling permits necessary for or incidental to the company's business and to dispose of same, under the name of "La Compagnie Gendron Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1342—10-2 Deputy Provincial Secretary.

"La Buanderie de Fraserville, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of February, 1915, incorporating Messrs. Elzéar Alfred Doucet, insurance agent; Joseph Têtu, hotel-keeper; Charles Eugène Dubé, merchant; Louis Joseph Dugal, notary; Wilfrid Adélar Potvin, advocate; Albert Lemieux, manufacturer's agent; Edmond L. Ethier, trader; all of Fraserville, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, alienate, exploit and otherwise deal with laundries, and other establishments of a like nature, and to do all such acts as may be incidental to such business;

To acquire and exploit any immoveables, moveables, machinery incidental to the laundry repairing, ironing dyeing business and other business of a like nature or incidental to business generally;

To purchase the whole or any part of the interest of corporations or persons engaged in a similar business, to amalgamate with such corpora-

d'autres compagnies du même genre, ouvrir et établir des établissements du même genre ou autres agences dans différents endroits de la province de Québec;

Tenir aussi des magasins de commerce généraux et avoir tous pouvoirs concernant iceux;

Émettre des parts partiellement ou totalement acquittées pour payer et servir de considérations dans toutes transactions découlant des pouvoirs de la compagnie en recevoir en échange d'autres du capital des autres compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser et autrement émettre des billets promissoires et autres effets de commerce négociables et transférables, posséder et acquérir des immeubles, bureaux pour les fins de son commerce, ester en justice et avoir tous pouvoirs découlant naturellement de son commerce, sous le nom de "La Buanderie de Fraserville, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1347—10-2 Sous-secrétaire de la province.

Cafe Chevalier, Limitée

Avis est donné au public que en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Moïse Chevalier, hôtelier; Rodolphe Chevalier, hôtelier; Blanche Delcourt, épouse séparée de biens de Moïse Chevalier, dument autorisée; Charles Latendresse, commis; tous quatre de Montréal, et Jules Chevalier, rentier, de l'Assomption, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôtelier et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de pool et de billards, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération, de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

tions or persons or promote other similar companies, to open and establish other establishments of a like nature or other agencies in various places in the province of Quebec;

To keep general stores and have all powers respecting the same;

To issue fully or partly paid up shares in payment of or as the consideration in any transactions resulting from the powers of the company, to receive the same in exchange of other shares of the capital stock of other companies;

To draw, make, accept, endorse or otherwise issue promissory notes, and other negotiable and transferable instruments, to own and acquire any immovables and offices for its business purposes, *ester en justice*, and have all powers naturally resulting from its business, under the name of "La Buanderie de Fraserville, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1348—10-2 Deputy Provincial Secretary.

"Cafe Chevalier, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Moïse Chevalier, hotel-keeper; Rodolphe Chevalier, hotel keeper; Blanche Belcourt, wife separated as to property of Moïse Chevalier, duly authorized; Charles Latendresse, clerk; all four of Montreal, and Jules Chevalier, rentier, of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers; the whole pursuant to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immovables necessary for the company's purposes; to hypothecate pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business similar to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Cafe Chevalier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1353—10-2 Sous-secrétaire de la province.

Hôtel Sainte Catherine, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation MM. Edmond Archambault, hôtelier; Antoinette Turenne, épouse séparée de biens de Edmond Archambault, dûment autorisée; Joseph Turenne, étudiant; Arthur Corneillier, commis; Paul Varin, commis; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôtelier et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salon de barbiers, salles de pool et de billards, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération, de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie, aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Cafe Chevalier, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1354—10-2 Deputy Provincial Secretary.

"Hôtel Sainte Catherine, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Edmond Archambault, hotel-keeper; Antoinette Turenne, wife separated as to property of Edmond Archambault, duly authorized; Joseph Turenne, student; Arthur Corneillier, clerk; Paul Varin, clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers; the whole pursuant to the provisions of the Quebec License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and to pay therefor in cash, paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business similar to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing on hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hôtel Sainte-Catherine, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915

C. J. SIMARD,

1351-10-2 Sous-secrétaire de la province.

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Hotel Sainte Catherine, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1352-10-2 Deputy Provincial Secretary

Avis Divers

Cour supérieure.—No 4011.—Province de Québec.—District de Montréal.—Dame Philomène Laurin, épouse commune en biens de Eugène Desormeaux, menuisier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Eugène Desormeaux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 mars 1915, contre le défendeur.

H. S. M. CARON,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 mars 1915. 1449-11-5

Cour supérieure.—No 500.—Province de Québec.—District des Trois-Rivières.—Dame Eva Papin, épouse de F. Avila Papin, machiniste, de la cité et du district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit F. Avila Papin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-septième jour de février 1915.

TESSIER, TRAHAN & LACOURSIERE,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 27 février 1915. 1451

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9453. Dame Blanche E. Aiken, du canton de Potton, district de Bedford, épouse commune en biens de Clinton R. Crowell, commerçant, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Clinton R. Crowell, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 février 1915.

McKEOWN & BOULANGER,

Procureurs de la Demanderesse.

Sweetsburg, 9 mars 1915. 1507-11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5024. Dame Rosa Palker, des cité et district de Montréal, épouse de Sholin M. Wahl, du même lieu, et dûment autorisée, par jugement de la Cour supérieure, à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Sholin M. Wahl, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été dûment instituée par la demanderesse contre le défendeur.

L. WILLMAN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 5 mars 1915. 1517-11-5

Miscellaneous Notices

Superior Court.—No. 4011.—Province of Quebec.—District of Montreal.—Dame Philomène Laurin, wife common as to property of Eugène Desormeaux, carpenter, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs. the said Eugène Desormeaux, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

H. S. M. CARON,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 4th March, 1915. 1450-11-5

Superior Court.—No. 500.—Province of Quebec.—District of Three Rivers.—Dame Eva Papin, wife of F. Avila Papin, machinist, of the city and district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said F. Avila Papin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty seventh day of February, 1915.

TESSIER, TRAHAN & LACOURCIERE,

Attorneys for the Plaintiff.

Three Rivers, 27th February, 1915. 1452

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No 9453. Dame Blanche R. Aiken, of the township of Potton, district of Bedford, wife common as to property of Clinton R. Crowell, trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Clinton R. Crowell, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of February, 1915.

McKEOWN & BOULANGER,

Attorneys for the Plaintiff.

Sweetsburg, 9th March, 1915. 1508-11-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5024. Dame Rosa Palker, of the city and district of Montreal, wife of Sholin M. Wahl, of the same place, and duly authorized by judgment of the Superior Court, à ester en justice, Plaintiff; vs The said Sholin M. Wahl, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted by plaintiff against Defendant.

L. WILLMAN,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th March, 1915. 1518-11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District des Trois-Rivières. Dame Harménie Massicotte, épouse commune en biens de Wilbrod Baribeau, journalier, de la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, a, ce jour, intentée une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. H. ROBICHON,
Procureur de la Demanderesse.
Trois-Rivières, 3 mars 1915. 1509—11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5031. Dame Corsinie Dupras, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Zoel Martel, entrepreneur du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Zoel Martel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 8 mars, 1915. 1513—11-5

Cour Supérieure. No 201. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Delphine Potvin, de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph-Arthur Lapierre, hôtelier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Arthur Lapierre, du même lieu, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de février, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 février 1915. 1319—10-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1243. Dame Motel Doborah Magid, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Osil Naitanson, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Osil Naitanson, marchand, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de février 1915.

W. SOLOMON,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 1er mars 1915. 1379—10-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Rimouski. No 5144. Madeleine Babik, de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, district de Rimouski, épouse de Moïse Habib, commerçant, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Moïse Habib, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er mars 1915.

TESSIER & COTE,
Procureurs de la Demanderesse
Rimouski, 1er mars 1915. 1355—10-5

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 3867. Dame Eva Gaudry, épouse commune en biens par contrat de mariage de Joseph Chartrand, entrepreneur, de la cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Chartrand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 11ème jour de février 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
Procureurs de la demanderesse.
1187—9-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Three Rivers. Dame Harmenie Massicotte, wife common as to property of Wilbrod Baribeau, labourer, of the city of Grand'Mère, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. H. ROBICHON,
Attorney for Plaintiff.
Three Rivers, 3rd March, 1915. 1510—11-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5031. Dame Corsinie Dupras, of the city of Montreal, wife common as to property of Zoel Martel, contractor of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Zoel Martel, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the Defendant.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 8th March, 1915. 1514—11-5

Superior Court. No. 201. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Delphine Potvin, of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Arthur Lapierre, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Arthur Lapierre, of the same place, said district, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth day of February, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd February, 1915. 1320—10-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1243. Dame Motel Doborah Magid, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Osil Naitanson, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Osil Naitanson, merchant, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of February, 1915.

W. SOLOMON,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 1st February, 1915. 1380—10-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Rimouski. No. 5144. Madeleine Babik, of the parish of Saint Jérôme de Matane, district of Rimouski, wife of Moïse Habib, trader, of the same place, Plaintiff; vs the said Moïse Habib, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 1st of March, 1915.

TESSIER & COTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Rimouski, 1st March, 1915. 1356—10-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 3867. Dame Eva Gaudry, wife common as to property by contract of marriage of Joseph Chartrand, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph Chartrand, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant, on the 11th day of February 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
Attorneys for Plaintiff.
1188—9-5

7 B. Cour Supérieure, Montréal. Province de Québec. District de Montréal. No 195. Dame Lilian Gertrude Hill, des cité et district de Montréal, épouse de Andrew Black, chauffeur, du même lieu, la dite Dame Lilian Gertrude Hill, dûment autorisée par un jugement de cette honorable cour, rendu le vingt-cinq janvier 1915, aux fins d'instituer une action en séparation de corps et de biens contre le dit Andrew Black, Demanderesse; vs le dit Andrew Black, chauffeur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le vingt-sept janvier 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN

Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 2 mars 1915. 1377-10-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

No 5782.

Dame Léona Valois de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Philippe Léveillé, journalier, de la paroisse de Saint-Aimé, dit district, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

F. LEFEBVRE,

Procureur de la demanderesse.
Sorel, 18 février 1915. 1243-9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1127.

Dame Francis Palfrey, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles T. Hooper, du même lieu,

Requérante;

vs

Le dit Charles T. Hooper, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le dit défendeur a été instituée dans cette cause, le 8 février 1915.

S. GERALD TRITT,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 18 février 1915. 1191-9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 3805.

Dame Florida Lauzon, des cité et district de Montréal, épouse de Ferdinand Paquette, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs Ferdinand Paquette, plombier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur le 2ème jour de février 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 février 1915. 1107-8-5

Cour Supérieure. Arthabaska. No 37. Une action en séparation de biens a été instituée ce troisième jour de février 1915 par Dame Eva Carrier, de la cité de Thetford Mines, épouse commune en biens de J. Fernand Ouellet, du même lieu, commerçant, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,

Procureurs de la demanderesse.
985-7-5

7 B. Superior Court, Montreal. Province of Quebec, District of Montreal. No. 195. Dame Lilian Gertrude Hill, of the city and district of Montreal, wife of Andrew Black, chauffeur, of the same place, the said Dame Lilian Gertrude Hill duly authorized by judgment of this honorable court, rendered on the 25th of January, 1915, to institute an action in separation from bed and board from the said Andrew Black, Plaintiff; vs the said Andrew Black, chauffeur, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the Defendant, on the 27th of January, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN

Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1378-10-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

No. 5782.

Dame Léona Valois of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Philippe Léveillé, laborer, of the parish of Saint-Aimé, said district, duly authorized, has, this day taken an action for separation as to property and from bed and board against her said husband.

F. LEFEBVRE,

Attorney for plaintiff.
Sorel, 18th February, 1915. 1244-9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1127.

Dame Francis Palfrey, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles T. Hooper, of the same place,

Petitioner;

vs

The said Charles T. Hooper, of the same place,
Respondent.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in the above case, on the 8th of February, 1915.

S. GERALD TRITT,

Attorney for Plaintiff.
Montreal, 18th February, 1915. 1192-9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 3805.

Dame Florida Lauzon, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand Paquette, of the same place, duly authorized to ester en justice, for the purpose of the presents, Plaintiff; vs Ferdinand Paquette, plumber of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 2nd day of February, 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,

Attorney for Plaintiff.
Montreal, 16th February, 1915. 1108-8-5

Superior Court. Arthabaska. No. 37. An action for separation as to property has been instituted this third day of February, 1915, by Dame Eva Carrier, of the city of Thetford, wife common as to property of J. Fernand Ouellet, of the same place, trader, against her said husband.

WALSH & POISSON,

Attorneys for Plaintiff.
986-7-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,

District de Saint-François.

Dame Alice Desrosiers, épouse de George Auger, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dûment autorisée, vs le dit George Auger,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,

Procureur de la Demanderesse.

Sherbrooke, 10 janvier 1915.

1211—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,

District de Montréal.

Dame Emilia Lemire, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Labrie, marchand, du même lieu, la dite Dame Emilia Lemire, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse;

vs

Wilfrid Labrie, marchand, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

CAMILLE TESSIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 février 1915.

1071

Cour Supérieure.

Province de Québec,

District d'Ottawa.

No 3976.

Dame Salomé Charron, épouse de Isidore Paquin, marchand, de la cité de Hull, dûment autorisée par un juge de la Cour supérieure du district d'Ottawa,

Demanderesse;

vs

Isidore Paquin, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par la demanderesse.

DEVLIN & STE-MARIE,

Procureurs de la demanderesse.

Hull, 3 février 1915.

921

Cour Supérieure

Province de Québec,

District de Montréal.

No 4596.

Dame Marie Schmitt, épouse commune en biens de Joseph Maurice Brouillette, journalier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Joseph Maurice Brouillette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour, contre le défendeur en cette cause.

YVON, GENDRON & TRUDEL,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, le 6 février 1915.

919—7-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 583. Dame Irène Gibault de Montréal district de Montréal, épouse commune en biens de Basile Malo, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Basile Malo des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 23ème jour de février 1915.

TRUDEAU & GUERIN,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 février 1915.

1417—10-5

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Saint Francis.

Dame Alice Desrosiers, wife of George Auger, trader, of the city of Sherbrooke, duly authorized, vs the said George Auger,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant.

J. H. LEMAY,

Attorney for the Plaintiff.

Sherbrooke, 10th January, 1915

1212—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Montreal.

Dame Emilia Lemire, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Labrie, merchant, of the same place, the said Dame Emilia Lemire, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff;

vs

Wilfrid Labrie, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against the defendant.

CAMILLE TESSIER,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 11th February, 1915.

1072

Superior Court.

Province of Quebec,

District of Ottawa.

No. 3976.

Dame Salomé Charron, wife of Isidore Paquin, merchant, of the city of Hull, duly authorized by a judge of the Superior Court of the district of Ottawa,

Plaintiff;

vs

Isidore Paquin, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been entered this day by the plaintiff.

DEVLIN & STE-MARIE,

Attorneys for plaintiff.

Hull, 3rd February, 1915.

922

Superior Court.

Province of Québec,

District of Montreal,

No. 4596.

Dame Marie Schmitt, wife common as to property of Joseph Maurice Brouillette, laborer, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Joseph Maurice Brouillette, défendeur.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant in this cause.

YVON, GENDRON & TRUDEL,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 6th February, 1915.

920—7-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 583. Dame Irène Gibault of the city and district of Montreal wife of Basile Malo merchant of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs Basile Malo of the same place, Defendant.

An action as separation as to property has been instituted in this case the twenty third day of February, 1915.

TRUDEAU & GUERIN,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th February, 1915. 1418—10-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 2031.

Dame Leah Nissensohm, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Charness, du même endroit, la dite Dame Leah Nissensohm, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Nathan Charness, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, iustituée contre le défendeur en cette cause.

WEINFELD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 février 1915. 1001-7-5

Dans la Cour Supérieure.

Canada

Province de Québec,
District de Beauce.

No 2114.

Dame Délina Tardif, épouse commune en biens de Pierre Guay, boucher de Saint-Camille de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Pierre Guay, boucher de Saint-Camille, Bellechasse, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ème jour de février 1915.

BOLDUC & BEAUDOIN,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 10 février 1915. 1027-7-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

No 437.

Dame Emma Masson, épouse commune en biens de Louis Fréchette, journalier, dûment autorisée, dans la cité et du district des Trois-Rivières, Demanderesse; vs Le dit Louis Fréchette, autrefois de la cité des Trois-Rivières et actuellement à Notre-Dame-des-Anges, dans le district de Québec, Défendeur.

La demanderesse a institué, le 29 janvier dernier (1915), une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

CHARLES BOURGEOIS,
Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 février 1915. 979

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 5343.

Avis est par les présentes donné que Dame Eva Tresser, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Samuel Wagner, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DELORIMIER, C. R.,
Avocat de la demanderesse

Montréal, 13 février 1915. 1149-8-5

Cour Supérieure. District de Saint-François. No 213. Dame Armida Langlois, épouse commune en biens de Zacharie Gosselin, charretier, de la ville de East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son mari.

LIONEL FOREST,
Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 février 1915. 1255-9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 2031.

Dame Leah Nissensohm, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Charness of the same place, the said Dame Leah Nissensohm, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Nathan Charness, of the city and district of Montreal, merchant. Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted against the Defendant.

WEINFELD & LEDIEU,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 6th February, 1915. 1002-7-5

In the Superior Court.

Canada,

Province of Quebec,
District of Beauce.

No. 2114.

Dame Délina Tardif, wife common as to property of Pierre Guay, butcher, of Saint Camille de Bellechasse, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Pierre Guay, butcher of Saint Camille, Bellechasse, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 10th day of February, 1915.

BOLDUC & BEAUDOIN,
Attorneys for the Plaintiff.

Saint Joseph Beauce, 10th February, 1915. 1028-7-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

No. 437.

Dame Emma Masson, wife common as to property of Louis Fréchette, journeyman, duly authorized of the city and district of Three Rivers, Plaintiff; vs The said Louis Fréchette, heretofore from the city of Three Rivers and actually in Notre Dame des Anges, district of Quebec, Defendant.

The plaintiff has instituted, the 29th day of January, (1915), an action for separation as to property and from bed and board against her husband.

CHARLES BOURGEOIS,
Attorney for Plaintiff.

Three Rivers, 9th February, 1915. 980

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 5343.

Notice is hereby given that Dame Eva Tresser, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Samuel Wagner, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DELORIMIER, K. C.,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th February, 1915. 1150-8-5

Superior Court. District of Saint Francis. No. 213. Dame Armida Langlois, wife common as to property of Zacharie Gosselin, of the town of East Angus, said district, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke, 23rd February, 1915 1256-9-5

District de Beauce. Cour Supérieure. Dame Marie-Emma Talbot, de Sainte-Aurèle, Beauce, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi, en séparation de biens, son mari, Jean Giguère, marchand, du même lieu.

PACAUD & MORIN,
Procureurs de la demanderesse.
8 février 1915. 939—7-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 469.
Dame Marie Arseneault, de la ville de Shawinigan Falls, épouse commune en biens de William Nicol du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs
Le dit William Nicol, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

DESY & LANGLOIS,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 16 février, 1915. 1125—8-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District d'Iberville.
No 80.
Dame Marie-Louise Riel, épouse commune en biens de Napoléon Beaudin, mouleur du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et dûment autorisée par cette cour à ester en justice,
Demanderesse;

vs
Napoléon Beaudin, mouleur du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean d'Iberville, 17 février 1915.
1147—8-5

Avis de Faillites

District de Québec.

Dans l'affaire de la "Jamaica Cigar Factory", manufacturiers, Québec, Insolubles.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 25 mars 1915.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 26 mars 1915.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.
Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, 5 mars 1915. 1471

In re Madame D. Labbé, de Thetford Mines, Modiste.

Un premier et dernier dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection d'ici au 27 mars, et sera payable à notre bureau le ou après le 29 mars, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.
Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 8 mars 1915. 1495

District of Beauce. Superior Court. Dame Marie Emma Talbot, of Sainte Aurèle, Beauce, duly authorized to *ester en justice*, has, this day instituted an action for separation as to property, against her husband, Jean Giguère, merchant, of the same place.

PACAUD & MORIN,
Attorneys for the plaintiff.
8th February, 1915. 940—7-5

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 469.
Dame Marie Arseneault, wife common as to property of William Nicol of the town of Shawinigan Falls and duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff;

vs
The said William Nicol, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on this case on the 6th of February, 1915.

DESY & LANGLOIS,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 16th February, 1915.
1126—8-5

Superior Court.
Province of Quebec.
District of Iberville.
No. 80.
Dame Marie-Louise Riel, wife common as to property of Napoléon Beaudin, moulder of the village of Saint Remi, in the district of Iberville, and duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff;

vs
Napoléon Beaudin, moulder of the same place, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this case the twelfth day of February, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for plaintiff.
Saint Jean d'Iberville, 17th February, 1915.
1148—8-5

Bankrupt Notices

District of Quebec.

In the matter of "La Jamaica Cigar Factory", manufacturers, Quebec, Insolvents.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 25th March, 1915.

This dividend will be payable at our office on or after the 26th March 1915.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.
Office: 101, Saint Peter street.
Quebec, 5th March, 1915. 1472

In re Madame D. Labbé, of Thetford Mines, Milliner.

A first and final dividend has been prepared in this matter and will be subject to objection until 27th March, and will be payable at our office on or after 29th March, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint curators.
Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 8th March, 1915. 1496

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 447.

In re Narcisse Cossette, failli, Trois-Rivières, Que.

Avis est par le présent donné que le 2 mars, 1915, par une ordonnance de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

HENRI BISSON,
Curateur.

Edifice: Banque d'Hochelaga.
Trois-Rivières, 8 mars 1915. 1493

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de R. E. Udow, Failli;
et

Robert Wilson, Curateur.

Avis est par le présent donné que le cinquième jour de mars 1915, en vertu d'un ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit R. E. Udow, lequel a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans trente jours de cet avis.

ROBERT WILSON,
Curateur.

Bureau de
Wilson, Ferrie & Co.,
Comptables licenciés,
109 Edifice "Board of Trade".
Montréal, 5 mars 1915. 1485

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.

Re Peter Andros et George Andros, "Olympia Candy Store", "Orpheus Café", "Canadian Dairy Lunch", Insolubles.

En vertu d'un ordre de cette cour en date du 1er mars 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de ces insolubles.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre ces successions sont requises de les produire dans trente jours de cette date.

ERNEST E. COUSINS,
Curateur.

31, Mont du Zouave,
Montréal, 2 mars 1915. 1437

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 128.

In re Odias Morin, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a ce troisième jour de mars 1915, fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, rue Notre-Dame Est,
Chambres 25-26, Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, Qué. 1447

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 447.

In re J. Narcisse Cossette, insolvent, Three Rivers Que.

Notice is hereby given that by an order of the court dated 2nd March, 1915, I was appointed curator to the estate,

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

HENRI BISSON,
Curator.

Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 8th March, 1915. 1494

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

In the matter of R. E. Udow, Insolvent;
and

Robert Wilson, Curator.

Notice is hereby given that on the 5th day of March, 1915, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said R. E. Udow, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

ROBERT WILSON,
Curator.

Office of
Wilson, Ferrie & Co.,
Chartered accountants,
109 Board of Trade Bldg.
Montreal, 5th March, 1915. 1486

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Re Peter Andros and George Andros, "Olympia Candy Store", "Orpheus Café", "Canadian Dairy Lunch", Insolvents.

In virtue of an order of this court dated 1st March, 1915, I have been appointed curator to these insolvent estates.

All persons having claims against these estates are requested to file them within thirty days from this date.

ERNEST A. COUSINS,
Curator.

31, Mont du Zouave, Montreal.
Montreal, 2nd March, 1915. 1438

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 128.

In re Odias Morin, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has this 3rd day of March, 1915, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Provisional Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
92, Notre Dame street east,
Room 25-26, "La Sauvegarde" bldg.
Montreal, Que. 1448

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Adolphe Paquette, 187 Saint-Paul, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 3ième jour de mars, 1915, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau 83 rue Craig Ouest Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal 3 mars 1915.

1445

Province de Québec,
District de Bedford.

In re J.-Bte Payette, hôtelier, Easterman, Débiteur-Insolvable.

et

Marcel Doré, du même lieu, Requérant-Cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur, a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, à Sweetsburg, et une assemblée des créanciers est convoquée pour le dix-huitième jour de mars 1915.

Daté à Sweetsburg, Qué., 6 mars, 1915.

JOSEPH A. BOISVERT,
1511 Gardien-provisoire.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Arthur Charbonneau, 10 Notre-Dame-Ouest Montréal, Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 3ième jour de mars 1915, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power", Montréal.
Montréal, 3 mars 1915.

1443

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

In re Louis Archambeault, Waterloo, P. Q., Failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit insolvable a fait cession de ses biens le cinquième jour de mars courant (1914) et que j'ai été nommé gardien provisoire.

LOUIS JOSEPH JODOIN,
Gardien-provisoire.

Waterloo, P. Q., 5 mars 1915.

1465

District de Saint-Hyacinthe

Re Firmin Leduc, marchand, Saint-Hyacinthe, Failli.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 6 mars 1915, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

ED. DUCKETT,
Curateur.

Saint-Hyacinthe, P. Q.

1523

Superior Court.

Province of Quebec.
District of Montreal.

In re Adolphe Paquette, 187 Saint-Paul, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd day of March, 1915, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so within thirty days of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 3rd March, 1915.

1446

Province of Quebec,
District of Bedford

In re J.-Bte Payette, hotel-keeper, Eastman, Insolvent-Debtor;

and

Marcel Doré, of the same place is petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has this day made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary at the Superior Court, at Sweetsburg, and a meeting of his creditors is called for the 18th day of March, 1915.

Dated at Sweetsburg, Que., 6th March, 1915.

JOSEPH A. BOISVERT,
1512 Provisional Guardian.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Arthur Charbonneau, 10 Notre Dame West, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd day of March, 1915, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83, Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" Bldg., Montreal.
Montreal, 3rd March, 1915.

1444

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.

In re Louis Archambeault, Waterloo, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made on the fifth day of March instant (1914), judicial abandonment of his property and that I have been appointed provisional guardian.

LOUIS JOSEPH JODOIN,
Provisional Guardian.

Waterloo, P. Q., 5th March, 1915.

1466

District of Saint-Hyacinthe.

Re Firmin Leduc, merchant, Saint-Hyacinthe, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated 6th March, 1915, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

ED. DUCKETT,
Curator.

Saint Hyacinthe, P. Q.

1524

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 444.

Frs. Gélinas *et al.*, Requérants-Cession ;

et
Hector Dontigny, hôtelier, de la ville de Grand'-
Mère, Failli;

et
Joseph Arthur Trudel, notaire, de la cité des
Trois-Rivières, Curateur.

Avis est donné que le quatrième jour de mars
courant (1915), le soussigné a été nommé par une
ordonnance de la cour, curateur aux biens du
dit Hector Dontigny, qui a fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment
être produites entre mes mains dans les trente
jours de cet avis.

J. A. TRUDEL,
Curateur.

Trois-Rivières, 4 mars 1915. 1475

Canada. Province de Québec. District de
Saint-François. No 211. Cour Supérieure. Ma-
jorique Bourret, marchand, du canton de Ditton,
district de Saint-François, Demandeur; vs Arthur
Bouchard, commerçant, du même endroit,
Défendeur.

Avis est donné que le troisième jour de mars,
1915, le soussigné a été nommé par une ordon-
nance de la cour, curateur aux biens du dit
Arthur Bouchard, qui a fait cession de ses biens
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doi-
vent être produites entre mes mains dans les
trente jours de cet avis.

MAJORIQUE BOURRET,
Curateur.

La Patrie, Que., 4 mars 1915. 1503

Avis

La compagnie Massicotte & Tremblay, a le
neuvième jour de février 1915, passé le règlement
ci-dessous qui fut approuvé le 1er mars 1915, par
les actionnaires représentant plus des deux tiers
en valeur du capital de la compagnie.

Règlement No 6

Il est ordonné et statué par le présent règlement
comme suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie
Massicotte & Tremblay, qui est de trois actuelle-
ment, sera à l'avenir de cinq directeurs.

Que ce règlement soit soumis aux actionnaires
de la compagnie à une assemblée spéciale convo-
quée pour cet effet.

ELZ. LEVESQUE,
Secrétaire.

Vraie Copie,
ELZ. LEVESQUE,
Secrétaire. 1453

AVIS.

Le 5 mai 1915, les compagnies "Canadian",
"American" et "National Express" vendront les
effets non réclamés en leur possession depuis
avant le 1er mars 1914, dans leurs divisions res-
pectives.

N. J. ROSS,
Surintendant.

1435—11-6 Canadian Express Company.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 444.

In re Hector Dontigny, of the town of Grand'-
Mère, Innkeeper, Insolvent.

In virtue of an order of the court dated, 4th
March instant (1915), I have been appointed
curator to this estate.

All persons having claims against the estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date

J. A. TRUDEL,
Curator.

Three Rivers, 4th March, 1915. 1476

Canada. Province of Quebec. District of
Saint Francis. No. 211. Superior Court. Ma-
jorique Bourret, merchant, of the township of
Ditton, district of Saint Francis, Plaintiff; vs
Arthur Bouchard, trader, of the same place,
Defendant.

Notice is hereby given that on the third day of
March, 1915, the undersigned was appointed
by an order of the court, curator to the property
of the said Arthur Bouchard, who has made an
abandonment of his property for the benefit of
his creditors.

Sworn claims must be filed with me within
thirty days from this notice.

MAJORIQUE BOURRET,
Curator.

La Patrie, 4th March, 1915. 1504

Notice

The "Compagnie Massicotte & Tremblay",
has, on the ninth day of February, 1915, passed
the following by-law which was approved on the
first March, 1915, by the shareholders representing
more than two-thirds of the capital of the com-
pany.

By-law No. 6

Be it resolved enacted by the present by-law
as follows:

That the board of directors of the "Compagnie
Massicotte & Tremblay" be henceforth composed
of five members, instead of three members, the
present number.

That this by-law be submitted to the share-
holders of the company at a special meeting to be
called for that purpose.

ELZ. LEVESQUE,
Secretary.

True Copy,
ELZ. LEVESQUE,
Secretary. 1454

NOTICE.

On 5th May, 1915, at Montreal, the Canadian,
American and National Express Companies,
will sell unclaimed shipments which have been
on hand since previous to March 1st, 1914, in
their respective divisions.

N. J. ROSS,
Superintendent.

1436—11-6 Canadian Express Company.

A tous les intéressés:

Prenez avis que la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin", a cessé de faire affaires dans la province de Québec, et a notifié par écrit à cet effet le Trésorier Provincial, et l'Inspecteur des Assurances, et qu'elle a réassuré tous les contrats en vigueur effectués dans cette province dans la "Metropolitan Life Insurance Company of New York", compagnie enregistrée pour faire affaire dans la province de Québec, et qu'elle demandera au lieutenant-gouverneur en conseil le vingt-deuxième jour de mars 1915 la remise de ses valeurs et les créanciers éventuels ou actuels, s'opposant à la dite remise sont par ces présentes priés de faire leurs oppositions au bureau de l'Inspecteur des Assurances le ou avant le vingt-deuxième jour de mars 1915.

M. M. SPERBER,
Procureur pour la "United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province de Québec.
Montréal, 21 décembre 1914. 6563-6

To whomsoever it may concern:

Take notice that the United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin has ceased to do business in the province of Quebec, and has given written notice to that effect to the Provincial Treasurer and to the Inspector of Insurance, and that it has reinsured all outstanding contracts effected in this province in the Metropolitan Life Insurance Company of New York, a company registered to do business in the province of Quebec, and that it will apply to the Lieutenant-Governor in council on the 22nd of March 1915, for the release of its securities, and all claimants contingent, or actual, opposing the said release, are hereby called upon to file their oppositions with the Inspector of Insurance on or before the 22nd of March, 1915.

M. M. SPERBER,
Attorney for United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, province of Quebec.
Montreal, 21st December, 1914. 6564

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANCOIS

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné la propriété suivante sera vendue pour les taxes et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur.

La propriété de Georges Bourget, située dans la ville de Coaticook, sur la rue Thornton, connue et désignée sous les lots numéros 1634, 1640, 1641, 1642, et 1643, sur les plan et livre de renvoi officiels pour ladite ville de Coaticook.

M. R. CHARTIER,
Secrétaire-trésorier.
Bureau du conseil municipal.
Coaticook, 5 mars 1915. 1467

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT OF SAINT FRANCIS

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of MARCH instant, at TEN A. M., at the office of the undersigned the following property will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, for non-payment of assessments thereon, viz:

Property of George Bourget situated in the town of Coaticook, on Thornton, St., and known as lots numbers 1634, 1640, 1641, 1642 and 1643, on the cadastral plan and book of reference for said town of Coaticook.

M. R. CHARTIER,
Secretary-treasurer.
Office of the municipal council.
Coaticook, 5th March, 1915. 1468

Vente par Encan

AVIS DE FAILLITE

In re Lucien Morin, (Morin Frère), Montréal, Insolvable.

Vente par encan au moulin No 2710, Boulevard Saint-Laurent, Montréal, MARDI, 30 MARS 1915, à 2.30 heures P. M.

La propriété du moulin et cour à bois, décrite comme suit:

DESCRIPTION

1. Un emplacement ayant front sur la rue Clarke, en la cité de Montréal, connu comme étant le lot subdivision onze cent seize de la subdivision officielle du lot numéro onze, des plan officiel et livre de référence du village incorporé de la Côte Saint-Louis (11-1116) contenant quarante-deux pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

2. Un autre emplacement attenant à celui décrit plus haut connu comme étant le lot subdivi-

Auction Sale

INSOLVENT NOTICE

In re Lucien Morin, (Morin Frère), Montreal, Insolvent.

Sale by auction on the mill premises, No. 2710 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, on TUESDAY, 30th MARCH, 1915, at 2.30 o'clock P. M.

The mill and lumber yard property described as under:

DESCRIPTION

1. An emplacement fronting on Clarke street, in the city of Montreal, known as lot subdivision eleven hundred and sixteen of the official subdivision of lot number eleven, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, (11-1116), containing forty two feet in width by eighty four feet in depth, english measure and more or less.

2. Another emplacement adjoining the one above described known as lot subdivision eleven

vision onze cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro onze des plan officiel et livre de référence du village incorporé de la Côte Saint-Louis (11-1115) contenant environ trois mille trois cent quatre-vingt pieds carrés de superficie, c'est-à-dire: quatre-vingt-quatre pieds dans la ligne nord, soixante-dix-neuf pieds dans la ligne sud, par une profondeur de quarante-deux pieds, mesure anglaise et plus ou moins.

3. Un autre emplacement ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, de la dite cité, contenant quarante-deux pieds de largeur en front et en arrière, par une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme le lot subdivision onze cent trente et un de la subdivision officielle du dit lot numéro onze des plan officiel et livre de référence du village incorporé de la Côte Saint-Louis (11-1131).

4. Ces lots de terre ayant front sur la rue Chénier, de la dite cité de Montréal, connu et désigné comme lots de subdivision numéros vingt et un A, vingt et un B, vingt et un C et vingt et un D, du lot de subdivision onze cent treize de subdivision officielle du dit numéro onze des plan officiel et livre de référence du village incorporé de la Côte Saint-Louis (11-1113, 21A, 21B, 21C, 21D), les dits lots contenant ensemble, environ huit mille cinq cent cinq pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins.

5. Un emplacement situé comme ci-haut, de forme irrégulière, connu comme étant la subdivision vingt et un F, de la subdivision onze cent treize du dit lot numéro onze des dits plan officiel et livre de référence du village incorporé de la Côte Saint-Louis (11-1113, 21F), contenant cinq mille quatre cent quatre-vingt-un pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins—avec moulin à deux étages lambrissé en briques et machines, suivant inventaire, bureaux, garage et écuries érigés sur le dit terrain.

Termes de paiement: des dits lots, \$20,000.00 comptant, balance à 12 et 24 mois, avec intérêt à 6%.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

99, rue Saint-Jacques.
Marcotte Frères,
Encanteurs.

1473

Ratification

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 27.

Ex parte: Edouard Gohier, négociant de la ville de Saint-Laurent, dans le district de Montréal, Requérent.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, deux actes de vente faits et passés par devant M^{re} Hercule Gohier, notaire, le premier le 12^{ième} jour de décembre 1910 et le deuxième le 9^{ième} jour de janvier 1914 entre James Swail, bourgeois, des cité et district de Montréal et Edouard Gohier, négociant de la ville Saint-Laurent, dit district, des immeubles suivants savoir:

1. Une ferme située au lieu nommé Beaurepaire, dans la paroisse de la Pointe Claire, connue et désignée sous le numéro quatre (No 4) des

hundred and fifteen of the official subdivision of lot number eleven on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis (11-1115) containing about three thousand three hundred and eighty one square feet in superficies, that is to say: eighty four feet in the north line, seventy nine feet in the south line by a depth of forty two feet, english measure and more or less.

3. Another emplacement fronting on Saint Lawrence Boulevard, in said city, containing forty two feet in width in front and in the rear, by a depth of eighty four feet, english measure and more or less, known and designated as lot subdivision eleven hundred and thirty one of the official subdivision of said lot number eleven on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, (11-1131).

4. Those certain lots of land fronting on Chénier street, in the said city of Montreal, known and designated as lots subdivision numbers twenty one A, twenty one B, twenty one C, and twenty one D, of lot subdivision eleven hundred and thirteen of the official subdivision of said lot No. eleven, on the official plan and book of reference, of the incorporated village of Côte Saint Louis (11-1113-21A, 21B, 21C and 21D), said lots containing together about eight thousand five hundred and five feet in superficies, english measure and more or less.

5. An emplacement situate at the same place, being of irregular figure known as subdivision twenty one F, of subdivision eleven hundred and thirteen of said lot No. eleven of said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis (11-1113-21F) containing five thousand four hundred and eighty one feet in superficies, english measure, and more or less—with the two story brick encased mill and machinery as per inventory, offices, garage and stables erected on said land.

Terms of sale of: said lots, \$20,000.00 cash, balance at 12 and 24 months, with interest at 6%.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

99, Saint James street.
Marcotte Bros.,
Auctioneers.

1474

Ratification

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 27.

Ex parte: Edouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent, in the district of Montreal, Petitioner.

Public notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the district of Montreal, two deeds of sale made and executed before Hercule Gohier, Esq., notary, the first on the 12th day of the month of December, 1910, and the second on the 9th day of January, 1914, between James Swail, gentleman, of the city and district of Montreal, and Edouard Gohier, trader, of the town of Saint Laurent, aforesaid district, of the following immoveables, to wit:

1. A farm situate at the place called Beaurepaire, in the parish of Pointe Claire, known and designated under the number four (No. 4) of the

plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dans le comté de Jacques-Cartier; bornée en front vers le sud-est par le chemin public, en profondeur vers le nord-ouest par les terres de la Côte Sainte-Marie, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro trois et de l'autre côté par le lot de terre numéro cinq, contenant deux arpents, deux perches sur toute la profondeur qu'il peut y avoir à partie du chemin public, en front jusqu'au trait carré de la dite ferme, dont il faut distraire la ou les parties appartenant à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du Canada et celle appartenant au chemin de fer du Pacifique Canadien, formant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, sans garantie de mesure précise.

2. Une lisière de terre située au même lieu et connue et désignée aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, dit comté, comme formant partie du lot de terre numéro quatre et contenant cinquante pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et le fleuve Saint Laurent, à prendre dans la ligne sud-ouest du dit lot de terre numéro quatre et bornée en front par le chemin public, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté par le lot de terre numéro trois et de l'autre côté par le résidu du dit lot de terre numéro quatre appartenant au vendeur, cette lisière de terre devant être en tout temps libre de toutes constructions et devant servir de chemin pour aller au fleuve.

3. Un certain emplacement situé au lieu nommé Beaurepaire, dans la paroisse de la Pointe Claire, et connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe Claire, comté de Jacques-Cartier, comme formant partie du lot de terre numéro quatre, et contenant environ trois cent soixante et douze pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et le fleuve Saint-Laurent, et bornée cette dite partie en front par le chemin public, en arrière par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté par le lot de terre numéro cinq et de l'autre côté par le résidu du dit lot de terre numéro quatre appartenant au dit acquéreur—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, actuellement en la possession du dit Edouard Gohier comme propriétaire durant les trois dernières années qui ont précédé le présent avis pour les parties des dits immeubles mentionnés et désignés aux paragraphes 1er et 2ième du présent avis et par James Swail et le dit Edouard Gohier comme propriétaires et possesseurs consécutifs durant les trois années qui ont précédé le présent avis pour la partie des dits immeubles mentionnés et désignés au paragraphe 3ième du présent avis et que toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque contre les dits immeubles, immédiatement avant l'enregistrement des dits actes de vente en vertu desquels les dits immeubles ont été acquis par le dit Edouard Gohier, sont notifiées qu'une requête pour ratification de titre sera présentée à la Cour supérieure le 22ième jour d'avril 1915 pour l'obtention d'un jugement à cet effet et qu'à moins que leurs réclamations ne soient de celles qui sont constatées par le titre dont la ratification est demandée ou par le certificat de recherches à être produit en cette cause, elles sont par les présentes requises de produire leurs oppositions par écrit le ou avant le 6ième jour qui suivra celui fixé pour la présentation de la dite demande en ratification de titre à peine de déchéance, à défaut de quoi elles seront

official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, in the county of Jacques-Cartier; bounded in front towards the south east by the public highway, in depth towards the north west by the lands of the Côte Sainte Marie, on one side towards the south west by the lot number three and on the other side by the lot number five, measuring two arpents, two perches by the whole of whatever depth there may be from the public highway, in front to the rear line (trait carré) of the said farm, to be deducted however from the above the part or parts belonging to the Grand Trunk Railway Company and that belonging to the Canadian Pacific Railway Company, containing about ninety arpents in superficies, without warranty as to precise measurements.

2. A strip of land situate at the same place and known and designated upon the said official plan and book of reference of the said parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, aforesaid county, as forming part of the lot of land number four and containing fifty feet in width by the whole of whatever depth there may be from the public highway to the river Saint Lawrence, to be taken from the south west side of the said lot number four and bounded in front by the public highway, in the rear by the river Saint Lawrence, on one side by the lot of land number three and on the other side by the residue of the said lot of land number four belonging to the seller, the said strip of land to be at all times free from all constructions and to be used as a road leading to the river.

3. A certain emplacement situate at the place called Beaurepaire, in the parish of Pointe-Claire, and known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de la Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, as forming part of the lot of land number four, and containing about three hundred and seventy two feet in width by whatever depth there may be from the public highway to the River Saint Lawrence, and bounded, the said emplacement, in front by the public highway, at the rear by the river Saint Lawrence, on one side by the lot of land number five and on the other side by the residue of said lot of land number four, belonging to the said purchaser—with all the buildings thereon erected.

The whole in its present condition with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovables, now in the hands of the said Edouard Gohier as proprietor for the three years now last passed, as regards the portions of the said immovables mentioned and described in the 1st and 2nd paragraphs of the present notice, and by James Swail and the said Edouard Gohier as consecutive proprietors and owners for the three years now last passed for the said part of the said immovable mentioned and described in the 3rd paragraph of the present notice, and all persons who have or claim to have any privilege or hypothec in or upon the said immovables, immediately previous to the registration of said deeds of sale in virtue whereof the said immovables have been acquired by the said Edouard Gohier, are hereby notified that application will be made to the Superior Court on the 22nd day of April, 1915, for a judgment of confirmation of title and that unless their claims are such as are made known by the deed of which confirmation is sought or by the registrar's certificate to be filed in this case, they are hereby required to signify, in writing, their oppositions and to file the same on or before the 6th day after the day fixed for presenting the said application for confirmation of title, in default of which they will be forever foreclosed from the right of so doing, and the said deeds of

pour toujours forecloser du droit de le faire et les dits actes de vente déposés devant cette cour seront ratifiés et confirmés à toutes fins que de droit; excepté cependant quant à la balance du prix de vente des dits immeubles mentionnés et désignés en l'acte de vente en premier lieu relaté, passé par devant M^{re} Hercule Gohier le 12 décembre 1910 au montant de \$6000 comportant hypothèque et privilège de bailleur de fonds en faveur du dit James Swail ou ayants droits et payables au dit James Swail ou à son ordre dans le terme de dix années à compter du 1er juillet 1911 avec intérêt au taux de 5% par an payable semi-annuellement à compter du 1er juillet de la même année.

Et quant à la balance du prix de vente, savoir la somme de \$10,000.00, de la partie du dit immeuble en troisième lieu désigné dans l'acte de vente, passé par devant M^{re} Hercule Gohier le 9 janvier 1914 et payable au dit James Swail ou à son ordre comme suit savoir: \$5000 le 1er janvier 1919 et \$5000 le 1er janvier 1924, le tout avec intérêt au taux de 6% par an payable annuellement le 1er janvier de chaque année.

J. B. A. TISON,
Dép. P. C. S.

M^{re} Deguise & Nantel,
Avocats du requérant.
Montréal, 3 mars 1915.

1415—10-5

sale deposited with this court will be ratified and confirmed for all lawful purposes. Except however as regards the balance, of the selling price of the said immovables mentioned and designated in the deed of sale firstly mentioned, made and executed before M^{re} Hercule Gohier, on the 12th December 1910, amounting to \$6,000.00, bearing a hypothec and vendor's claim in favor of the said James Swail or assigns and payable to the said James Swail or order within a period of ten years from the 1st July, 1911, with interest at the rate of 5% per annum, payable semi-annually from the 1st July of the same year.

And as regards the balance of the selling price, amounting to \$10,000.00, of that part of the said immovable thirdly described in the deed of sale, made and executed before M^{re} Hercule Gohier on the 9th January, 1914, and payable to the said James Swail or order as follows, to wit: \$5000.00 on the first January, 1919, and \$5000.00 on the first January, 1924, the whole with interest at the rate of 6% per annum payable annually on the 1st January of every year.

J. B. A. TISON,
Dép. P. S. C.

Deguise & Nantel,
Attorneys for applicant.
Montreal, 3rd March, 1915.

1416—10-5

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } PHILIPPE HYPPO-
No 444. } LITE COTE ET
AL., Demandeurs; contre HENRI MICHEL
BOLH ET AL., Défendeurs.

Une terre faisant partie du lot numéro huit (8), dans le septième rang du canton de Wickham—avec maison et bâtisses y érigées, maintenant connue et désignée au cadastre officiel pour le canton de Wickham, sous le numéro trois cent soixante-dix-huit (378); bornée vers le nord-est par le chemin public, vers le sud-est par le No 379 et une route, vers le sud-ouest par la ligne entre le septième et huitième rang et vers le nord-ouest par le No 377, ayant huit chaînes et quatre-vingts chaînons de largeur sur quatre-vingt-neuf chaînes et soixante de profondeur, et contenant soixante-dix-huit acres et quatre-vingt-cinq centième en superficie (78.85).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean de Wickham, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 mars, 1915. 1469—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } JOSEPH DAI-
No 115. } GNEAULT, De-
mandeurs; contre ANASTASE VALOIS, Défendeur, et MM. Lussier & Guimont, procureurs distrayants.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } PHILIPPE HYPPO-
No. 444. } LITE COTE ET AL.,
Plaintiffs; against HENRI MICHEL BOLH
ET AL., Defendants.

A piece of land being part of lot number eight (8) in the seventh range of the township of Wickham—with a dwelling house and other buildings thereon erected, now known and described on official cadastre for said township of Wickham, under number three hundred and seventy eight (378); bounded north easterly by the public road, south easterly by No. 379 and a route, south-westerly by the range line between the seven and eight range and north westerly by No. 377, having 8 chains and 80 links in width by 89 chains and 60 links in depth, and containing 78 acres and 85 hundredth in superficies.

To be sold at the parochial church door, of Saint Jean de Wickham, on the FOURTEENTH day of APRIL, next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 6th March, 1915. 1470—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } JOSEPH DAIGNEAULT,
No. 115. } Plaintiff; against ANAS-
TASE VALOIS, Defendant, and Messrs. Lussier
& Guimont, distracting attorneys.

Un certain terrain connu et désigné comme étant un arpent et demi de largeur sur la longueur de la concession, étant une partie du lot vingt-quatre (24), du cadastre du septième rang du canton de Simpson, tenant en front par le chemin public, entre le sixième et le septième rangs, en profondeur par le fronteau entre le septième et le huitième rang, d'un côté une route entre les lots 24 et 23 et de l'autre côté à Eugène Laliberté, —avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Lucien, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, 1915, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Bureau du shérif, Arthabaska, 10 mars 1915. 1527—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: } **GEORGE JENNINGS,**
No 29. } Demandeur; contre
les héritiers de feu **MICHAEL JENNINGS,**
Défendeurs.

La moitié sud-est du lot numéro soixante-dix-huit (78) des plan et livre de renvoi officiels du canton de Tingwick, dans la paroisse de Saint-Ménard de Warwick—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ménard de Warwick, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Bureau du shérif, Arthabaska, 9 mars 1915. 1525—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Québec.
Arthabaska, à savoir: } **LOUIS THEODULE**
No 948. } **BEAUDOIN,** De-
mandeur; contre **JOS. LS FRECHETTE ET AL.,**
Défendeurs.

Une beurrerie ou fromagerie avec toutes les machineries ou grément qu'elle contient érigée sur un certain terrain faisant partie du lot numéro sept A (7-A) du cadastre du canton de Thetford, situé dans la deuxième rang du dit canton contenant cent pieds de largeur sur cent pieds de profondeur; bornée au sud-est par le chemin public entre les deuxième et troisième rang du dit canton, au sud-ouest à Ludger Landry ou représentants, au nord-est et au nord-ouest à Jos. Huppé ou représentants—avec les droits que les propriétaires de la dite beurrerie ou fromagerie possèdent sur le dit terrain en vertu d'un certain écrit sous seing privé annexé à un acte authentique passé devant E. Careau écuyer, notaire, sous le numéro quatre mille cent trente six de ses minutes.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre de Broughton le QUINZIÈME jour d'AVRIL prochain 1915, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Bureau du shérif, Arthabaska, 8 mars 1915. 1505—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

A certain piece of land known and described as being one and a half arpent in width by the length of the concession, being part of lot twenty four (No. 24) of official cadastre of the seventh range of the township of Simpson, holding in front to the highway, between the sixth and seventh ranges, in width by the range line between the seventh and eighth ranges, on one side by a route between lots 24 and 23 and on the other side by Eugène Laliberté—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Lucien, on the TWENTIETH day of APRIL next, 1915, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's office, Arthabaska, 10th March, 1915. 1528—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: } **GEORGE JENNINGS,**
No. 29. } Plaintiff; against the
heirs of the late **MICHAEL JENNINGS,**
Defendants.

The south east half of lot number seventy eight (78) of the official plan and book of reference for the township of Tingwick, in the parish of Saint Médard of Warwick—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard of Warwick, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriff's office, Arthabaska, 9th March, 1915. 1526—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Québec.
Arthabaska, to wit: } **LOUIS THEODULE**
No. 948. } **BEAUDOIN,** Plaintiff;
against **JOS. LS FRECHETTE ET AL.,** De-
fendants.

A butter or cheese manufacture with all its machinery and tools contained therein upon a certain piece of land forming part of lot number seven A (7-A) of official cadastre for the township of Thetford, in the second range of said township containing one hundred feet in width by one hundred feet in depth; bounded south easterly by the highway between the second and third ranges of said township, south westerly to Ludger Landry or representatives, north easterly and north westerly to Joseph Huppé or representatives—with all the rights that proprietor of said butter or cheese factory own on the said piece of land under a certain writing sous seing privé annexed to an authentic deed passed before E. Careau, esquire notary, under number four thousand one hundred and thirty six of his minutes.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre of Broughton on the FIFTEENTH day of APRIL next 1915, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.
Sheriffs' office, Arthabaska, 8th March, 1915. 1506—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: **JOSEPH E. CLOUTIER**, courtier, de No. 4708. **EDOUARD A. D. MORGAN**, contracteur, de la cité de Montréal.

a. Le lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) au cadastre officiel du village de Saint-Alexis de la Grande Baie.

b. Le lot numéro soixante et six-quatre (66-4) de la dernière subdivision du lot No. 66 au cadastre officiel du village de Saint-Alexis de la Grande Baie.

c. Un terrain formant partie du lot numéro soixante et cinq (65) au même cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alexis, borné en front au barachois, en arrière par le chemin public d'un côté au sud par le pont et au nord par le prolongement par le nord ouest de la ligne nord-est d'un emplacement que Joseph Pagé ou représentants possèdent du côté sud-est du chemin public—avec ensemble le moulin à scier le bois érigé sur cet immeuble et les dépendances y compris toutes les machineries installées dans ce moulin et leurs accessoires et qui sont immeubles par destination.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande-Baie, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 10 mars, 1915. 1577—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: **THE CANADIAN BANK OF COMMERCE**, No. 704, corporation légalement constituée, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Toronto, province d'Ontario, et ayant aussi un bureau d'affaires en la ville de Joliette, Demanderesse; contre **ARTHUR PERREAULT**, et **JOSEPH ST-ANDRE**, tous deux de la ville de Joliette, Défendeurs.

Les lots numéros cinq cent neuf et cinq cent dix (509 et 510) du cadastre officielle de la ville de Joliette, rue Saint-Antoine—avec les bâtisses dessus construites. A la charge d'une rente annuelle et viagère de deux cent vingt-cinq piastres (\$225.00), stipulée payable par le dit Joseph St-André à Thomas Picotte, et Dame Anne Marie Exilda Lapierre, en vertu d'un acte de vente passé devant C. G. H. Beaudoin, notaire, le 12 mars 1906, enregistré le 14 mars 1906.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: **JOSEPH E. CLOUTIER**, broker, of No. 4708. **EDOUARD A. D. MORGAN**, contractor, of the city of Montreal.

a. The lot number ninety four (94) upon the official cadastre of the village of Saint Alexis de la Grande Baie.

b. The lot number sixty-six-four (66-4) of the last subdivision of the lot No. 66 upon the official cadastre of the village of Saint Alexis de la Grande Baie.

c. A lot of land forming part of the lot number sixty five (65) upon the same official cadastre of the parish of Saint Alexis, bounded in front by the Barachois, in rear by the public highway, on one side towards the south by the bridge and on the north by the prolongation, towards the north east of the north east line of an emplacement which Joseph Page or his representatives own on the south east side of the public road—together with the saw-mill erected upon the said unplacement and the dependencies including the machinery installed in the said mill and their accessories, immoveable by destination.

To be sold at the church door of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 10th March, 1915. 1578—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: **THE CANADIAN BANK OF COMMERCE**, No. 704, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Toronto, province of Ontario, and having also a branch office in the town of Joliette, Plaintiff; against **ARTHUR PERREAULT** and **JOSEPH SAINT ANDRE**, both of the town of Joliette, Defendants.

The lots number five hundred and nine and five hundred and ten (509 and 510) of the official cadastre of the town of Joliette, Saint Antoine street,—with the buildings thereon erected. Subject to a life annuity of two hundred and twenty-five dollars (\$225.00) stipulated payable by the said Joseph Saint Andre to Thomas Picotte and Dame Anne Marie Exilda Lapierre, in virtue of a deed of sale made before C. G. H. Beaudoin, notary, on the 12th March, 1906, and registered on the 14th March, 1906.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 15 février 1915. 1097—8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

To be sold at the office of the sheriff in the town of Joliette, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 15th February, 1915. 1098—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **PIERRE MER-**
No 34. } **CIER**, cultiva-
teur de Saint-Fabien de Panet, Demandeur; contre les héritiers de feu DAVID RICHARD, du même endroit que susdit, défendeur.

Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint-Fabien de Panet, contenant quatre-vingt pieds de largeur sur cent quatre-vingt pieds de profondeur, connu et désigné comme faisant partie du lot No dix (10) du cadastre officiel pour le septième rang, canton Rolette, borné au sud au chemin public, à l'ouest par J. T. Lacroix, au nord par François Corriveau et à l'est à Edouard Poirier—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien de Panet, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 10 mars 1915. 1575—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Beauce.

Montmagny, à savoir: } **JOSEPH CLOU-**
No 2104. } **TIER**, de Saint
Camille de Bellechasse, Demandeur; contre ELZEARD CHAMPAGNE, de Sainte-Sabine, Défendeur.

Un terrain ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton Bellechasse, comme faisant partie du lot numéro quarante-six, du sixième rang susdit canton (46-6ième rang); borné au sud à Sil Bertrain, au nord, à l'est et à l'ouest à Victor Potvin, sujet à une rente foncière annuelle de trente-deux piastres, payable quinze piastres le 1er mai et dix-sept piastres le 13 juin à sieur Victor Potvin, de Sainte-Justine—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, 1915, à DIX heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du shérif, Shérif.
Montmagny, 17 février 1915. 1081
[Première publication, 20 février 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **PIERRE MERCIER**,
No. 34. } farmer, of Saint
Fabien de Panet, Plaintiff; against the heirs of the late DAVID RICHARD, of the same place, Defendant:

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Fabien de Panet, containing eighty feet in width by one hundred and eighty feet in depth, known and designated as forming part of the lot No. ten (10) of the official cadastre for the seventh range, Rolette township, bounded on the south by the public road, on the west by J. T. Lacroix, on the north by François Corriveau and on the east by Edouard Poirier—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien de Panet, on the FOURTEENTH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 10th March, 1915. 1576—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Beauce.

Montmagny, to wit: } **JOSEPH CLOU-**
No. 2104. } **TIER**, of Saint
Camille de Bellechasse, Plaintiff; against ELZEARD CHAMPAGNE, of Sainte Sabine, Defendant.

A lot or emplacement, known and designated upon the official cadastre of the township of Bellechasse, as forming part of the lot number forty six, of the sixth range of the aforesaid township (46-6th range); bounded on the south by Sil Bertrain, on the north, east and west by Victor Potvin, subject to an annual ground rent of thirty two dollars, payable fifteen dollars on the 1st May and seventeen dollars on the 13th June, to Mr. Victor Potvin, of Sainte Justine—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, 17th February, 1915. 1082
[First published, 20th February, 1915.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **A** DOLPHE DENE-
No 4509. } **A** NEAULT, Deman-
deur; contre les terres et tenements de DAME
CORINNE COTE, veuve d'Abondius O'Bone,
Défenderesse.

Un emplacement comprenant deux lots de terre situés dans le quartier Saint-Denis, à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Hubert, connus et désignés sous les numéros officiels huit cent soixante-deux et huit cent soixante trois du lot originaire numéro sept (7-862, 863) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis,—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 8 mars 1915. 1487—11-2
[Première publication, 13 Mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour du Recorder.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **A** CITE DE MONT-
No 187. } **A** REAL, corps léga-
lement constitué, ayant son établissement dans la dite cité de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de "THE SAINTE CATHERINE STREET REALTY COMPANY, LIMITED", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Montréal, Défenderesse.

1. Un lot de terre—avec bâtisses; borné en front par la rue Sainte-Catherine, et étant le lot numéro cinq cent six (506) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, cité de Montréal.

2. Un lot de terre — avec bâtisses; borné en front par la rue Cadieux et étant le numéro cinq cent sept (507) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 8 mars 1915. 1489—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } **J.** WILFRID BEAU-
No 2807. } **J.** DOIN, Deman-
deur; contre les terres et tenements de VIN-
CENZO MAROTTA, l'un des défendeurs, en
cette cause.

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, étant la moitié de la subdivision numéro deux cent cinquante-neuf (259) de la subdivision du lot officielle connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro huit (8), la dite moitié mesurant vingt-cinq (25) pieds de front par cent trente (130) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins borné comme suit: en front par la rue Saint-

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **A** DOLPHE DENE-
No. 4509. } **A** Plaintiff; against the
lands and tenements of DAME CORINNE
COTE, widow of Abondius O'Bone, Defendant.

An emplacement composed of two lots of land situated in Saint Denis ward, at Montreal, fronting on Saint Hubert street, known and designated under the official numbers eight hundred and sixty two and eight hundred and sixty three of the original lot number seven (7-862, 863) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th March, 1915. 1488—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **T**HE CITY OF MON-
No. 187. } **T**REAL, body legally
constituted, having its establishment in the said city of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THE SAINTE CATHERINE STREET REALTY COMPANY, LIMITED, body politic and corporate having its chief place of business in the city of Montreal, Defendant.

1. A lot of land—with the buildings; bounded in front by Sainte Catherine street and being lot number five hundred and six (506) on the official plan and book of reference for Saint Louis Ward, city of Montreal.

2. A lot of land — with the buildings; bounded in front by Cadieux street and being lot number five hundred and seven (507) on the official plan and book of reference for the Saint Louis ward, city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th March, 1915. 1490—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **J.** WILFRID BEAUDOIN,
No. 2807. } **J.** Plaintiff; against the
lands and tenements of VINCENZO MAROTTA
one of the Defendants in this cause.

An emplacement lying and situate in Saint Denis Ward, in the city of Montreal, being the half of the subdivision number two hundred and fifty nine (259), of the subdivision of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, under the number eight (8), the said half measuring twenty five (25) feet in front by one hundred and thirty (130) feet in depth, english measurements and more or less, bounded as follows: in front by Saint Denis street, at the rear by a lane, in common with

Denis, en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, d'un côté par l'autre moitié du dit lot deux cent cinquante-neuf (259) de la dite subdivision du lot officiel numéro huit (8), et de l'autre côté par le lot numéro deux cent soixante (260) de la susdite subdivision du lot officiel numéro huit (8),—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 8 mars 1915.

Shérif.
1491—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **JAMES S. HORTON**,
No 31. Demandeur; contre
les terres et tènements de YOHAN YOHANSEN,
Défendeur.

Ce certain emplacement situé à Kensington, dans la paroisse de Montréal, ayant front sur l'Avenue Madison, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, et faisant partie du lot numéro cent soixante-deux (162) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et connu sur le plan de subdivision du dit lot, dûment dressé et déposé, comme étant la subdivision numéro deux cent soixante-trois (263) contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent six pieds de profondeur, et une superficie de deux mille six cent cinquante pieds, mesure anglaise, et plus ou moins—avec la maison de rapport lambrissée en briques sur fondations de pierres, dessus érigée.

Pour être vendu à mon bureau dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 9 mars 1915. 1515—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **J. EMILE BOIVIN**,
No. 3160. Demandeur; contre
les terres et tènements de ABRAHAM HANDLEMAN, Défendeur.

1. Deux lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, sous les numéros quinze cent quarante et quinze cent quarante et un (1540 et 1541)—avec maisons et dépendances dessus érigées.

2. Une lisière de cinq pieds de largeur de terrain sur toute la profondeur du lot à prendre sur le côté nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro quinze cent quarante-cinq (1545), des dits plan et livres de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, bornée, la dite lisière de terre, comme suit: d'un côté, au sud-est par le résidu du dit lot No 1545, de l'autre côté au nord-ouest par les lots en premier lieu désignés, en front par la rue Fullum et en arrière par une ruelle—sans bâtisses, le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 mars 1915. 1543—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

others having right thereto, on one side by the other half of the said lot two hundred and fifty nine (259) of the said subdivision of the official lot number eight (8), and on the other side by the lot number two hundred and sixty (260) of the aforesaid subdivision of the lot official number eight (8)—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 8th March, 1915. 1492—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **JAMES S. HORTON**, Plain-
No. 31. tiff; against the lands and
tenements of YOHAN YOHANSEN, Defendant.

That certain emplacement situate at Kensington, in the parish of Montreal, fronting on Madison Avenue, in the Notre Dame de Grâce ward, of the city of Montreal, and forming part of lot number one hundred and sixty two (162) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and known on the subdivision plan duly made and fyled of said lot as subdivision two hundred and sixty three (263), containing twenty five feet in width by one hundred and six feet in depth, and a superficial area of twenty six hundred and fifty feet, english measure and more or less—with the brick encased tenement house on stone foundation thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 9th March, 1915. 1516—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **J. EMILE BOIVIN**,
No. 3160. Plaintiff; against the
lands and tenements of ABRAHAM HANDLEMAN, Defendant.

1. Two lots of land known and designated upon the official plan and book of reference of Sainte Mary's Ward, of the city of Montreal, under the number fifteen hundred and forty and fifteen hundred and forty one (1540 and 1541)—with the houses and dependencies thereon erected.

2. A strip of land of five feet in width by the whole depth of the lot to be detached from the north west side of the lot of land known and designated under the number fifteen hundred and forty five (1545), of the said official plan and book of reference of Sainte Mary's Ward, the said strip of land being bounded as follows: on one side towards the south east by the residue of the said lot No. 1545, on the other side towards the north west by the lots firstly described, in front by Fullum street and at the rear by a lane,—without buildings, the whole forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th March, 1915. 1544—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M**TRE L. C. MEU-
No 1249. } NIER, avocat-dis-
trayant, dans une certaine cause ou FRANCIS
O'KANE était Demandeur; et FREDERICK
ET BERNARD O'HARA, étaient Défendeurs:

1. Cette partie du lot numéro trois cent trente sept (337) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly; bornée en front par la rivière Richelieu, en arrière par le canal Chambly, d'un côté par le numéro trois cent trente-six (336), et de l'autre côté par le numéro trois cent trente-huit (338).

2. Le numéro cent trente-trois (133) de la subdivision du numéro cent trente (130) des plan et livre de renvoi officiels du Bassin de Chambly, contenant 20 pieds de largeur sur 320 pieds de profondeur, formant 6400 pieds en superficie; borné en front par le numéro 130 et des autres cotés par la rivière Richelieu.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 mars 1915. 1541—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **W**ILFRID A. HAND-
No 167. } FIELD ET AL; De-
mandeurs; contre les terres et tenements de
ALONZO MARCOTTE, Défendeur.

Le lot de terre connu et désigné comme étant le No 1675, subdivision du lot originaire No 172, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation—avec maison et autres dépendances dessus construites ainsi que les servitudes s'y rattachant; borné en front par la troisième Avenue du quartier Rosemount, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 mars 1915. 1545—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**ENRI LEBEAU,
No 4767. } cultivateur, de la
paroisse de Saint-Laurent, dit district, Deman-
deur; vs ELIE MAILLE, musicien, des cité et
district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Hutchison, quartier Laurier, de la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant la juste moitié nord-est de la subdivision ving-six de la subdivision dix-sept du lot originaire douze aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis (No 12-17-26) et bornée, cette dite moitié de lot, comme suit: en front par la dite rue Hutchison, en arrière par le lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro dix-sept de la subdivision du lot originaire, numéro douze (No 12-17-20), d'un côté par le lot numéro vingt-cinq de la subdivision du dit lot numéro dix-sept, de la subdivision du dit lot originaire numéro douze (No 12-17-25) et de l'autre côté par le résidu du

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**TRE L. C. MEUNIER,
No. 1249. } advocate distracting, in a
certain cause wherein FRANCIS O'KANE was
Plaintiff; and FREDERICK AND BERNARD
O'HARA, were Defendants:

1. That part of the lot number three hundred and thirty seven (337) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de Chambly; bounded in front by the Richelieu river, at the rear by Chambly canal, on one side by the number three hundred and thirty six (336), and on the other side by the number three hundred and thirty eight (338).

2. The lot number one hundred and thirty three (133) of the subdivision of the lot number one hundred and thirty (130) of the official plan and book of reference of the "Bassin de Chambly", containing 20 feet in width by 320 feet in depth, forming a superficies of 6400 feet; bounded in front by the lot number 130 and on the other sides by the Richelieu river.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Chambly, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th March, 1915. 1542—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **W**ILFRID A. HAND-
No. 167. } FIELD ET AL., Plain-
tiffs; against the lands and tenements of ALONZO
MARCOTTE, Defendant.

The lot of land known and designated as being the lot No. 1675, subdivision of the lot original number 172, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation,—with a house and other dependencies thereon erected and the servitudes attached thereto; bounded in front by third Avenue, Rosemount ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th March, 1915. 1546—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**ENRI LEBEAU, far-
No. 4767. } mer, of the parish of
Saint Laurent, aforesaid district, Plaintiff; vs
ELIE MAILLE, musician, of the city and district
of Montreal, Defendant.

An emplacement fronting on Hutchison street, Laurier Ward, of the city of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred and ten feet and six inches in depth, english measurements and more or less, being to exact north east half of the subdivision twenty six of the subdivision seventeen of the lot original number twelve upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis (No. 12-17-26) and bounded, this said north east half, as follows: in front by the said Hutchison street, at the rear by the lot number twenty of the subdivision of the lot number seventeen of the subdivision of the lot original number twelve (No. 12-17-20), on one side by the lot number twenty five of the subdivision of the said lot number seventeen, of the subdivision of the said

dit lot numéro 12-17-26—avec une maison en bois lambrisée en briques, comprenant trois logements portant les numéros civiques 2627, 2629 et 2631 de la dite rue Hutchison.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 10 mars 1915.

[Première publication, 13 mars 1915].

Shérif.

1539—11-2

lot original number twelve (No. 12-17-25) and on the other side by the residue of said lot number 12-17-26—with a wooden house encased with bricks, containing three dwellings bearing the civic numbers 2627, 2629 and 2631 of said Hutchison street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office

Montreal, 10th March, 1915.

[First published, 13th March, 1915].

Sheriff.

1540—11-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **LA CITE DE MONTREAL**, No 152. **TREAL**, corps incorporé, ayant son principal établissement en la cité et district de Montréal, Demanderesse; vs **ADOLPHE ROBILLARD**, de la cité de Montréal, Défendeur.

1. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 39 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, cité de Montréal.

2. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 40 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal.

3. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 41 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

4. Un lot de terre, borné en front par l'Avenue Delorimier et étant le lot de subdivision No 23 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

5. Un lot de terre, borné en front par l'Avenue Delorimier et étant le lot de subdivision No 24 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

6. Un lot de terre, borné en front par l'Avenue Delorimier et étant le lot de subdivision No 25 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

7. Un lot de terre, borné en front par l'Avenue Delorimier et étant le lot de subdivision No 26 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal; -

8. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 61 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

9. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 60 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

10. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 59 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

11. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 58 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

12. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussée et étant le lot de subdivision No 57 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **THE CITY OF MONTREAL**, No 152. **TREAL**, body corporate, having its chief establishment in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **ADOLPHE ROBILLARD**, of the city of Montreal, Defendant.

1. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 39 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Sainte Mary's ward, city of Montreal;

2. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 40 of lot No 1294 on the official plan and book of reference of the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

3. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 41 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

4. A lot of land, bounded in front by Delorimier Avenue and being lot subdivision No 23 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

5. A lot of land, bounded in front by Delorimier Avenue and being lot subdivision No 24 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

6. A lot of land, bounded in front by Delorimier Avenue and being lot subdivision No 25 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

7. A lot of land, bounded in front by Delorimier Avenue and being lot subdivision No 26 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

8. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 61 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

9. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 60 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

10. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 59 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

11. A lot of land, bounded in front by Chaussée street and being lot subdivision No 58 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

12. A lot of land, bounded in front by Chaussée street, and being lot subdivision No 57 of lot No 1294 on the official plan and book of reference

pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

13. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussé et étant le lot de subdivision No 32 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

14. Un lot de terre, borné en front par la rue Chaussé et étant le lot de subdivision No 33 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

15. Un lot de terre, borné en front par la rue Ontario-Est et étant le lot de subdivision No 5 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

16. Un lot de terre, borné en front par la rue Ontario-Est et étant le lot de subdivision No 6 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

17. Un lot de terre, borné en front par la rue Ontario-Est et étant le lot de subdivision No 68 du lot No 1294 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal;

18. Un lot de terre formé d'une partie du lot No 375, d'une partie du lot No 375a et d'une partie du lot No 374 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal: La dite partie du lot No 375 mesurant 17 pieds de largeur sur environ 90 vieds de profondeur et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une partie du lot No 375a, sur un côté par le résidu du dit lot No 375 appartenant à la "Mount Royal Color and Varnish Company, Limited", et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 375a mesurant 17 pieds de largeur sur 10 pieds de profondeur et étant bornée à un bout par la partie du lot No 375 ci-dessus décrite, en arrière par une ruelle, sur un côté par une partie de lot No 375a appartenant à la "Mount Royal Color and Varnish Coy., Limited", et sur l'autre côté par le lot No 374; la dite partie du lot No 374 mesurant 5 pieds et six pouces sur environ 100 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et étant bornée en front par la rue Dorchester, en arrière par une ruelle, sur un côté partie par le lot No 375 et partie par le lot No 375a ci-dessus décrits et sur l'autre côté par le résidu du dit lot No 374 appartenant à Hirsh Cohen ou ses représentants.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 10 mars 1915. 1549—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LA BANQUE D'HONORABLE CHELAGA, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse; contre L. J. MARCHAND, du même lieu, l'un des Défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-et-un de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et deux de la subdivision du lot

for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

13. A lot of land, bounded in front by Chaussé street and being lot subdivision No 32 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

14. A lot of land, bounded in front by Chaussé street and being lot subdivision No 33 of lot No. 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

15. A lot of land, bounded in front by Ontario street east and being lot subdivision No 5 of lot No 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

16. A lot of land, bounded in front by Ontario street east and being lot subdivision No 6 of lot No. 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

17. A lot of land, bounded in front by Ontario street east and being lot subdivision No 68 of lot No. 1294 on the official plan and book of reference for the Saint Mary's ward, of the city of Montreal;

18. A lot of land composed of a part of lot No 375, of a part of lot 375a and of a part of lot No 374 on the official plan and book of reference for the Saint Louis ward, of the city of Montreal: The said part of lot No. 375 measuring 17 feet in width by about 90 feet in depth and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a part of lot No. 375a, on one side by the residue of said lot No. 375 belonging to the Mount Royal Color and Varnish Coy., Limited, and on the other side by lot No. 374; the said part of lot No. 375a, measuring 17 feet in width by 10 feet in depth and being bounded at one end by the part of lot No. 375 above described, in rear by a lane, on one side by a part of lot No 375a belonging to the Mount Royal Color and Varnish Coy., Limited, and on the other side by lot No. 374; the said part of lot No 374 measuring 5 feet 6 inches by about 100 feet in depth, the whole english measure and being bounded in front by Dorchester street, in rear by a lane, on one side partly by lot No. 375 and partly by lot No. 375a above described and on the other side by the residue of said lot No 374 belonging to Hirsh Cohen or representatives.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 10th March, 1915. 1550—11-2
[First published, 13th March, 1913].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE BANK OF HONORABLE CHELAGA, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against L. J. MARCHAND, of the same place, one of the Defendants.

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty one of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty two of the

numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et trois de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et quatre de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, cité de Montréal;

Partie du lot numéro deux cent soixante-cinq de la même subdivision, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante-cinq, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante-quatre et au sud par partie du lot deux cent soixante et six de la même subdivision, la dite partie de lot mesurant soixante neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot deux cent soixante-six de la même subdivision; bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot deux cent soixante et six, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et cinq, au sud par partie du lot numéro deux cent soixante et sept, la dite partie du lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Partie du lot numéro deux cent soixante et sept de la même subdivision; bornée à l'est par la rue Briand, à l'ouest par le résidu du lot numéro deux cent soixante et sept, au nord par partie du lot numéro deux cent soixante et six, au sud par partie du lot deux cent soixante et huit, la dite partie de lot mesurant soixante-neuf pieds de profondeur par vingt-cinq pieds de largeur, plus ou moins;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-huit de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal;

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent douze, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur le Boulevard Monk, en la cité de Montréal, le tout—avec bâtisses dessus érigées sur les suds lots et pour être vendus comme une seule et même exploitation, sous la réserve d'un droit de passage sur la partie à être vendue telle que ci-dessus désignée du lot deux cent soixante-sept de la même subdivision du dit lot officiel No 3912.

A distraire les bâtisses suivantes, savoir:

Une bâtisse en pierre artificielle, bois et brique, mesurant seize pieds par cinquante-sept pieds, à un étage, contenant un engin à vapeur de 25 chevaux et une bouilloire de 75 forces "Power" et accessoires, les dites bâtisses, engins, bouilloires et accessoires étant érigées sur les lots de terre connus et désignés sous les Nos 262 et 263 de la subdivision du lot No 3912 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Patrice, en la cité de Montréal.

Pour être vendus en bloc, comme étant une seule et même exploitation, conformément au

subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty three of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty four of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, city of Montreal;

Part of the lot number two hundred and sixty five of the same subdivision, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty five, on the north by part of the lot number two hundred and sixty four and on the south by part of the lot two hundred and sixty six of the same subdivision, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty six of the same subdivision; bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot two hundred and sixty six, on the north by part of the lot number two hundred and sixty five, on the south by part of the lot number two hundred and sixty seven, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less;

Part of the lot number two hundred and sixty seven of the same subdivision; bounded on the east by Briand street, on the west by the residue of the lot number two hundred and sixty seven, on the north by part of the lot number two hundred and sixty six, on the south by part of the lot two hundred and sixty eight, the said part of lot measuring sixty nine feet in depth by twenty five feet in width, more or less;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty eight of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal;

A lot of land known and designated under the number two hundred and sixty nine of the subdivision of the lot number three thousand nine hundred and twelve, upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Monk Boulevard, in the city of Montreal, the whole—with the buildings erected upon the aforesaid lots and to be sold as the one and same plot, under the reserve of a right of way upon the part to be sold and so above described of the lot number two hundred and sixty seven of the official lot No. 3912.

Gave except, the following buildings, to wit:

A building in artificial stone, wood and brick, measuring sixteen feet by fifty seven feet, one story high, containing a 25 Horse Power steam engine and a 75 Horse-Power boiler, and accessories being erected upon the lots of land known and designated under the Nos 262 and 263 of the subdivision of the lot No 3912 upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, fronting on Saint Patrick street, in the city of Montreal.

To be sold en bloc, as the one and same plot, pursuant to a judgment of the Honorable Justice

jugement de l'hon. Juge S. Beaudin, en date du 22^{ème} jour de février 1915.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 mars 1915. 1547—11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** BRAHAM THEO-
No 4658. } RET, Demandeur;
contre les terres et tenements de JOSEPH H. PREVOST, et maintenant entre les mains de DANIEL CHAURET, député protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, curateur nommé au délaisement fait en cette cause.

1. Deux lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille neuf cent soixante huit et mille neuf cent soixante neuf (1968-1969) des plan et livre de renvoi officiels de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148) du village incorporé d'Hochelaga, district de Montréal les dits lots ayant chacun vingt cinq (25) pieds de front par quatre vingt (80) pieds de profondeur le tout mesure anglaise et plus ou moins et—avec bâtisses dessus érigées, formant une seule et même exploitation et avec droit de passage dans les ruelles desservant les dits lots.

2. Six autres lots de terre ayant front sur la rue Brown, dans le quartier Hochelaga de la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros mille neuf cent soixante dix, mil neuf cent soixante-onze, mil neuf cent soixante-douze, mil neuf cent soixante-treize, deux mille vingt et un et deux mille vingt deux (1970, 1971, 1972, 1973, 2021 et 2022) de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, les dits lots ayant chacun vingt-cinq (25) pieds de front par quatre-vingt (80) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans les ruelles desservant les dits lots.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 février, 1915. 1101—8-2
[Première publication, 20 février, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**AME CLORINDE
No 4702. } BONHOTE, des
cité et district de Montréal, veuve de feu Côme A. Dugas, en son vivant médecin, du même lieu, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAVID LEVY, Défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, dans le quartier Saint-Laurent connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-seize (376) aux plan et livre de renvois officiels dudit quartier Saint-Laurent, ayant une superficie de 5196 pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par le lot No trois cent quatre-vingt-dix-sept (397), d'un côté par les numéros trois cent soixante-quinze (375) et trois cent quatre-vingt-dix-huit (398), et de l'autre côté par les numéros trois cent soixante-

S. Beaudin, bearing date the 22nd day of February, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th March, 1915. 1548—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A** BRAHAM THEORET,
No. 4658. } Plaintiff; against,
the lands and tenements of JOSEPH H. PREVOST and now in the hands of DANIEL CHAURET, Deputy Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, appointed curator to the surrender made in this cause.

1. Two lots of land fronting on Brown street, in Hochelaga Ward of the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand nine hundred and sixty eight and one thousand nine hundred and sixty nine (1968-1969) of the official plan and book of reference of the official subdivision of the lot number one hundred and forty eight (148) of the incorporated village of Hochelaga, district of Montreal, each lot measuring twenty five (25) feet in front by eighty (80) feet in depth, the whole english measurements and more or less — with the buildings thereon erected, forming one and the same plot and a right of way in the lanes communicating with the said lots.

2. Six other lots of land fronting on Brown street, in Hochelaga Ward of the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand nine hundred and seventy, one thousand nine hundred and seventy-one, one thousand nine hundred and seventy-two, one thousand nine hundred and seventy-three, two thousand and twenty-one and two thousand and twenty-two, (1970, 1971, 1972, 1973, 2021 and 2022) of the official subdivision of the lot number one hundred and forty-eight (148). of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, each one of said lots measuring twenty-five (25) feet in front by eighty (80) feet in depth, english measurements and more or less, with a right of way in the lanes communicating with the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at two o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 16th February, 1915. 1102—8-2
[First published, 20th February, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**AME CLORINDE
No. 4702. } BONHOTE, of the
city and district of Montreal, widow of the late Côme A. Dugas, in his lifetime physician, of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of DAVID LEVY, Defendant.

An emplacement situate at Montreal, in Saint Lawrence ward, known and designated under the number three hundred and seventy six (376) upon the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, containing 5196 feet in superficies, english measure and more or less; bounded in front by Saint Urbain street, in the rear by the lot No. three hundred and ninety seven (397), on one side by the lots numbers three hundred and seventy five (375) and three hundred and ninety eight (398), and on the other side by

dix-sept (377) et trois cent quatre-vingt-seize (396) sur les plan et livre de renvoi officiels dudit quartier—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 février 1915. 1103—8-2
[Première publication, 20 février 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } P. P. MARTIN & CIE
No 1400. } P. LTEE, corps poli-
tique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires en les cité et district de Montréal,
Demandeurs; contre les terres et tenements de
JOHN SMILLINGES, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Ontario Est de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro mille sept cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-1786) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les maisons et bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant notamment le droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière du dit lot, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 février 1915. 1105—8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA CITE DE MAISON
No 4728. } NEUVE, corpora-
tion légalement constituée ayant le siège de ses
affaires dans la cité de Maisonneuve, dans le
district de Montréal, Demanderess; contre les
terres et tenements de JEAN-BAPTISTE
BUIST ET AL., Défendeurs.

Saisis comme appartenant auxdits défendeurs les immeubles suivants, savoir:

1. Deux lots de terre portant les numéros sept cent dix-sept et sept cent dix-huit de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze 14-717 et 718) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Girard, dans la cité de Maisonneuve.

2. Deux lots de terre portant les numéros sept cent vingt-deux et sept cent vingt-trois de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-722 et 723) sur les plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Desjardins, dans la cité de Maisonneuve.

3. Deux lots de terre portant les numéros mille soixante et quatorze et mille soixante quinze de la subdivision officielle du lot portant le numéro quatorze (14-1074 et 1075) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Jeanne-d'Arc, en la cité de Maisonneuve.

4. Quatre lots de terre portant les numéros mille quatre-vingt-six, mille quatre-vingt-sept, mille quatre-vingt-huit et mille quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot portant le

the lots numbers three hundred and seventy seven (377) and three hundred and ninety six (396) on the official plan and book of reference of the said ward,—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 16th February, 1915. 1104—8-2
[First published, 20th February, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } P. P. MARTIN & CIE,
No. 1400. } P. LTEE, a body politic
and corporate having its principal place of business
in the city and district of Montreal, Plaintiff;
against the lands and tenements of JOHN
SMILLINGES, Defendant.

An emplacement fronting on Ontario street east, of the city of Montreal, known and designated as being the lot number one thousand seven hundred and eighty six of the official subdivision of the lot number one hundred and forty eight (148-1786) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the house and buildings thereon erected and the servitudes attached thereto, especially the common right of way in the lane situate at the rear of said lot circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th February, 1915. 1106—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MAISON-
No. 4728. } NEUVE, a corporation
legally constituted having its principal place of
business in the city of Maisonneuve, in the district
of Montreal, Plaintiff; against the lands and
tenements of JEAN-BAPTISTE BUIST ET AL.,
Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the following immoveables, to wit:

1. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and seventeen and seven hundred and eighteen of the official subdivision of the lot bearing the numbers fourteen (14-717 and 718) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Girard street, in the city of Maisonneuve.

2. Two lots of land bearing the numbers seven hundred and twenty two and seven hundred and twenty three of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-722 and 723) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Desjardins street, in the city of Maisonneuve.

3. Two lots of land bearing the numbers one thousand and seventy-four and one thousand and seventy five of the official subdivision of the lot bearing the number fourteen (14-1074 and 1075) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, bounded in front by Jeanne d'Arc street, in the city of Maisonneuve.

4. Four lots of land bearing the numbers one thousand and eighty six, one thousand and eighty seven, one thousand and eighty eight and one thousand and eighty nine of the official subdivi-

numéro quatorze (14-1086, 1087, 1088 et 1089) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Pie IX, en la cité de Maisonneuve.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 février 1915. 1099—8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PIERRE ROBERT**,
No 4219. } Demandeur; contre
les terres et tenements de J. THEODORE
LAJOIE, Défendeur.

Un terrain situé à Montréal, ayant front sur la rue Chapleau et connu et désigné sous le numéro quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro deux a (2a-46) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, dans le Comté d'Hochelaga,—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 10 février 1915. 1033—8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Circuit.—District d'Ottawa

Ottawa, à savoir: } **THE PEDLAR PEOPLE**
No 9613. } **PLE LIMITED**, De-
mandeurs; contre PHILIAS H. VIAU, Défendeur, à savoir:

Toute cette maison et autres bâtisses érigées sur le lot No 387 du quartier No 5, dans la cité de Hull, et dans le comté d'Ottawa,—avec dépendances et appartenances y attachées, et avec tous les droits du défendeur en sa qualité de locataire du dit lot de terre sous bail de la succession de la feuée Dame Nancy Louisa Wright.

Pour être vendues à mon bureau, dans la dite cité de Hull, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET QUART de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 3 mars 1915. 1431—11-2
[Première publication, 13 Mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Circuit.—District d'Ottawa

Ottawa, à savoir: } **FRANÇOIS PERRIER**,
No 19. } Demandeur; contre
DAME OLYMPE MENARD, Défenderesse, à savoir:

La partie sud du lot de cadastre No 58 du quartier No 3, de la cité de Hull, dans le comté d'Ottawa, située dans le comté d'Ottawa, située sur la rue Saint-Florent—avec les bâtisses dessus érigées.

sion of the lot bearing the number fourteen (14-1086, 1087, 1088 and 1089) upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Pie IX street, in the city of Maisonneuve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th February, 1915. 1100—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PIERRE ROBERT**, Plain-
No. 4219. } tiff; against the lands
and tenements of J. THEODORE LAJOIE,
Defendant.

A lot of land situate at Montreal, fronting on Chapleau street, and known and designated under the number forty six of the official subdivision of the lot number two a (2a-46) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, in the county of Hochelaga,—with the constructions thereon erected, dependencies and servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of MARCH, next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 10th February, 1915. 1034—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court.—District of Ottawa

Ottawa, to wit: } **THE PEDLAR PEOPLE**
No. 9613. } **LIMITED**, Plaintiff;
against PHILIAS H. VIAU, Defendant, to wit:

All that house and other buildings erected on lot No. 387 of ward No. 5, in the city of Hull and county of Ottawa,—with the members and appurtenances thereunto belonging and with all the rights of the defendant as lessee of the said lot of land under lease from the estate of the late Dame Nancy Louisa Wright.

To be sold at my office in the said city of Hull, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 3rd March, 1915. 1432—11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court.—District of Ottawa

Ottawa, to wit: } **FRANÇOIS PERRIER**,
No. 19. } Plaintiff; against DAME
OLYMPE MENARD, Defendant, to wit:

The south part of cadastral lot No. 58, of ward No. 3, of the city of Hull, in the county of Ottawa, situate on Saint Florent street—with the buildings thereon erected.

Pour être vendue à mon bureau, dans la dite cité de Hull, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Bureau du shérif, Hull, 3 mars 1915. 1433-11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir: } JOSEPH A. ROBERT, Demandeur; contre les terres et tenements de ACHILLE CORRIVEAU, Défendeurs.

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cinquante-sept et cinquante-huit, dans le second rang du township de Egan, dans le comté et district d'Ottawa, contenant chacun cent acres en superficies—avec les constructions dessus érigées et ne formant qu'un seule exploitation.

Pour être vendus au bureau du registraire en la cité de Hull, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Bureau du shérif, Hull, 16 février 1915. 1121-8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Québec, à savoir: } LA REINA MINERAL No 2911. } L'AL WATER COMPANY LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal; contre les héritiers de feu VICTOR R. HERARD, de son vivant agent d'immeubles des cité et district de Montréal, à savoir:

Le lot No 29 (vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, contenant cent acres en superficie, étant une terre située dans le rang B, du canton Montauban,—avec maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Anges, comté de Portneuf, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Bureau du shérif, Québec, 11 mars 1915. 1579-11-2
[Première publication, 13 mars 1915.]
[Deuxième publication, 27 mars 1915.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } DANS une cause où PIERRE No 692. } SIROIS, menuisier, de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, était Demandeur; et la CORPORATION DU VILLAGE DESCHAILLONS, comté de Lotbinière, était Défenderesse, la dite défenderesse contre le dit Pierre Sirois, le demandeur, à savoir:

Le lot No 141 (cent quarante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschail-

To be sold at my office in the said city of Hull, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Sheriff's office, Hull, 3rd March, 1915. 1434-11-2
[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit: } JOSEPH A. ROBERT, Plaintiff; against the lands and tenements of ACHILLE CORRIVEAU, Defendant.

Two lots of land known and designated under the numbers fifty seven and fifty eight in the second range on the township of Egan, in the county and district of Ottawa, each lot containing one hundred acres in superficies—with the constructions thereon erected, forming one and the same plot.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT, Sheriff.
Sheriff's office, Hull, 16th February, 1915. 1122-8-2
[First published, 20th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Québec, to wit: } THE REINA MINERAL No. 2911. } THE AL WATER COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal; against the heirs of late VICTOR R. HERARD, in his lifetime real estate agent, of the city and district of Montreal, to wit:

The lot No. 29 (twenty-nine) of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, containing one hundred acres in superficies, being a farm situate in range B, of the township of Montauban—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame des Anges, county of Portneuf, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's office, Québec, 11th March, 1915. 1580-11-2
[First published, 13th March, 1915.]
[Secondly published, 27th March, 1915.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Québec, to wit: } IN a cause wherein PIERRE No. 692. } SIROIS, joiner, of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, was Plaintiff; and the CORPORATION OF THE VILLAGE OF DESCHAILLONS, county of Lotbinière, was Defendant, the said defendant against the said Pierre Sirois, the plaintiff, to wit:

The lot No 141 (one hundred and forty one), of the official cadastre of the parish of Saint Jean

lons, comté de Lotbinière, étant un emplacement situé sur le chemin public—avec les bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 février 1915. 1291—9-2
[Première publication, 27 février 1915.]
[Deuxième publication, 13 mars 1915.]

Deschaillons, county of Lotbinière, being an emplacement situate on the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Deschaillons, county of Lotbinière, on the FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 25th February, 1915. 1292—9-2
[First published, 27th February, 1915.]
[Second published, 13th March, 1915.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } PRUDENT LESSARD,
No. 5666. } Demandeur; contre
ALBERT FLEURANT, Défendeur.

Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, contenant cent douze pieds et huit pouces de largeur sur cent quarante-huit pieds et dix pouces de profondeur mesuren anglaise, tel que clôturé actuellement; tenant en front au chemin public du rang Saint-Pierre au sud-est au terrain de Joseph Cajolet, en profondeur et au nord-ouest à celui de Eugène Biron, et étant une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (Pt. 282) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, le MARDI, VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-G. LARIVIERE,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 16 février 1915. 1117—8-2
[Première publication, 20 février 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-François

Saint-François, à savoir: } BURTON HAMIL-
No 120. } TON RIDER,

du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, marchand, Demandeur; contre "THE GRIFFIN DAIRY ASSOCIATION", corps politique et incorporé, en vertu des lois de la province de Québec, et ayant sa principale place d'affaires et bureau dans le dit canton de Stanstead, dit district, Défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite compagnie défenderesse:

"Cette partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-six (Pt. No 286) aux plan et livre de renvoi

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } PRUDENT LESSARD, Plain-
No. 5666. } tiff; against A L B E R T
FLEURANT, Defendant.

A parcel of land situate in the parish of Saint Zephirin de Courval, containing one hundred and twelve feet, eight inches in width by one hundred and forty eight feet, ten inches in depth, english measurements, as presently enclosed; bounded in front by the public road, of Saint Pierre range, on the south east by the land of Joseph Cajolet, in depth and on the north west by the land of Grégoire Biron, and being part of the lot number two hundred and eighty two (Pt. 282) of the official cadastre of the parish of Saint Zéphirin de Courval—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Zephirin de Courval, on TUESDAY the TWENTY THIRD day of the month of MARCH next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 16th February, 1915. 1118—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Francis

Saint Francis, to wit: } BURTON HAMIL-
No. 120. } TON RIDER,

of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, merchant, Plaintiff; against THE GRIFFIN DAIRY ASSOCIATION, a body corporate and politic under the laws of the province of Quebec, and having its principal place of business and office in the said township of Stanstead, said district, Defendant.

Seized as belonging to said company Defendant.

"That part of the lot number two hundred and eighty six (Pt. No. 286), upon the official cadas-

officiels du cadastre du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, bornée et décrite comme suit: commençant sur le côté ouest du chemin conduisant de Fitch Bay à Georgeville au-delà de Merrill's Hill et au côté sud du pont traversant un certain ruisseau sur le dit chemin et courant vers le sud le long du côté ouest du dit chemin douze perches et treize pieds de là dans la direction du nord-ouest la distance de cinq perches à la rive sud du dit ruisseau; de là suivant en descendant dans la direction du nord-est la rive sud du dit ruisseau jusqu'au point de départ. Supposé contenir le quart d'un acre de terre, plus ou moins—ensemble avec une certaine source d'eau située sur la terre de Josiah Gustin ou ses représentants et maintenant employer par la crèmerie sur la dite terre décrite, ensemble aussi avec la dite crèmerie et dépendances et tout le matériel enfin, machinerie, accessoires pour la fabrication du beurre, wagons bidons pour recueillir la crème et outils de toute sorte et descriptions dans et autour de la dite crèmerie et employés en rapport avec le commerce de crèmerie—et avec toutes et chacune des dépendances et appartenances y appartenant”.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Stanstead, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 février 1915. 1119—8-2
[Première publication, 20 février 1915].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } XELUS LAN-
District de Terrebonne. } THIER, Failli;
No 184. } et ERNEST ST-
AMOUR, Cura-
teur.

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Augustin, rang de la Côte Saint-Louis des Corbeils, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels, pour la dite paroisse de Saint-Augustin, comme formant partie du numéro quatorze (No 14), de la contenance de cent quatorze pieds sur le chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils et quatre-vingt-dix pieds dans la ligne numéro quatorze et dix (14 et 10) du dit cadastre, et soixante-six pieds dans la ligne qui sépare le dit emplacement du reste du numéro quatorze; bornée d'un bout au chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils, derrière au reste du dit No quatorze, d'un côté au No dix et de l'autre côté par la pointe ou le sommet du triangle qui est la figure de l'emplacement et tombe sur la ligne du numéro quatorze, avec le chemin de la dite côte Saint-Louis—avec boutique de menuiserie et beurrerie dessus construites, et tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite menuiserie et beurrerie, moins cependant les outils que la loi permet au défendeur de garder pour exploiter sa menuiserie.

2. Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plans et livre de

tral plan and in the book of reference of the township of Stanstead in the district of Saint Francis, bounded and described as: commencing on the west side of the highway leading from Fitch Bay to Georgeville over Merrill's Hill and at the south end of the bridge crossing a certain brook on the said highway, and running southerly along the west side of said highway twelve rods and thirteen feet; thence in a north westerly direction the distance of five rods to the south bank of said brook; thence following down in a north-easterly course the south bank of said brook to the place of beginning, supposed to contain one quarter of an acre of land, more or less— together with a certain spring of water situate upon the land of Josiah Gustin or his representatives, and now used by the creamery on said described land, together also with the said creamery and out-buildings, and all the plant, engine, machinery, butter making appliances, wagons cans for gathering cream and tools of every sort and descript in and about said creamery and used in connection with the creamery business—and with all and every the members and appurtenances thereto belonging.”

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur de Jésus de Stanstead, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRI AYLMEYER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 16th February, 1915. 1120—8-2
[First published, 20th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATORS WARRANT Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } XELUS LAN-
District of Terrebonne. } THIER, Insol-
No 184. } vent; and ER-
NEST ST-
AMOUR, Curator-Petitioner.

1. An emplacement situate in the parish of Saint Augustin, range of Côte Saint Louis des Corbeils, county of Two Mountains, district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said parish of Saint Augustin, as forming part of the lot number fourteen (No. 14), measuring one hundred and fourteen feet along Côte Saint Louis des Corbeils road and ninety feet along the line of numbers fourteen and ten (14 and 10) of said cadastre, and sixty six feet along the line separating the said emplacement from the remainder of the lot number fourteen; bounded at one end by Côte Saint Louis des Corbeils road, in the rear by the residue of said lot number fourteen, on one side by the lot number ten and on the other side by apex of the triangle, which is the form of said emplacement and falls upon the line of the lot number fourteen, with the said Côte Saint Louis road—with a carpenter shop and butter factory erected thereon, and all the equipment used in the exploitation of said carpenter shop and butter factory, less however the tools which the law permits the defendant to keep to carry on his trade.

2. Another emplacement situate at the same place, known and designated upon the same

renvoi officiels, comme étant partie du numéro quatorze (No 14), de la contenance de soixante-dix-sept pieds de profondeur dans la ligne nord-est et cinquante deux pieds de largeur au sud-est et quatre-vingt-dix pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest et cinquante-six pieds de largeur en front, mesure anglaise; borné en front au chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils, en arrière au numéro dix, du côté sud-ouest, au reste du dit numéro quatorze, au nord-est, à Exélus Lanthier—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Augustin, district de Terrebonne, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte-Scholastique, 8 mars 1915.

1535—11-2

[Première publication, 13 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure

District de Montréal: JOSEPH KE-
No 3057. HENSKY, De-
mandeur; vs WILLIAM FREDERIC CARBER, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Sophie, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi pour la dite paroisse de Sainte-Sophie sous le numéro trente (No 30)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Sophie, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 10 février 1915.

1053—8-2

[Première publication, 20 février 1915].

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: EDGAR BOUR-
No 1368. NIVAL, De-
mandeur; vs FERDINAND GARCEAU, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Elie de Caxton, sur le quatrième rang, de la contenance d'environ un demi arpent de largeur sur environ un arpent de profondeur, plus ou moins; tenant en front au chemin public, en profondeur à Denis Langlois, du côté nord à la rivière Yamachiche, et du côté sud à Arthur Ferron—avec une maison et dépendances dessus construites, connu et désigné le dit emplacement aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Elie de Caxton, comme étant partie du lot numéro douze A, (P. No. 12 A), du dit quatrième rang du canton Caxton.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 10 mars 1915.

1551—11-2

[Première publication, 13 mars 1915].

official plan and book of reference, as being part of the lot number fourteen (No. 14), measuring seventy seven feet in depth along the north east line and fifty two feet in width to the south east and ninety feet in depth along the south west line and fifty six feet in width in front, english measure; bounded in front by the Côte Saint Louis des Corbeils road, in the rear by the lot number ten, on the south west side by the residue of said lot number fourteen, on the north east by Exélus Lanthier—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the village of Saint Augustin, district of Terrebonne, on the FOURTEENTH day of APRIL next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 8th March, 1915.

1536—11-2

[First published, 13th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal: JOSEPH KE-
No. 3057. HENSKY,
Plaintiff, vs WILLIAM FREDERIC CARBER, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte Sophie, county and district of Terrebonne, known and designated under the number thirty (No. 30)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the catholic church door of the village of Sainte Sophie, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TWELVE o'clock, noon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 10th February, 1915.

1054—8-2

[First published, 20th February, 1915].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: EDGAR BOUR-
No. 1368. NIVAL, Plain-
tiff; vs FERDINAND GARCEAU, Defendant.

As belonging to the said defendant:

An emplacement situate in the parish of Saint Elie de Caxton, on the fourth range, containing one half arpent in width by about one arpent in depth, more or less; bounded in front by the public highway, in depth by Denis Langlois, on the north side by the river Yamachiche, and on the south side by Arthur Ferron,—with the house and dependencies thereon erected, the said emplacement being known and designated upon the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Elie de Caxton, as being part of the lot number twelve A (P. No. 12 A) of the said fourth range of the township of Caxton.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie de Caxton, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 10th March, 1915.

1552—11-2

[First published, 13th March, 1915].

Avis du Gouvernement

La Compagnie "R. H. Heinicke, Incorporated", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. William Lorimer McGiverin, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 6 mars, 1915. 1529

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Paul-de-Mille-Vaches, comté de Saguenay, n'ayant pas fonctionné depuis au delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1899 des Statuts refondus de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 11 mars 1915. 1595

"Hayes House Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six mars 1915, constituant en corporation M.M. Peter Gannon, teneur de livres; John Hayes, ingénieur; Michael Hayes, restaurateur; Edward Nicholson et Archibald Walker, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou tout autre titre, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucunes de ses propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui

Government Notices

The Company "R. H. Heinicke, Incorporated" has been authorised to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. William Lorimer McGiverin, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.
Quebec, 6th March, 1915. 1530

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Saint Paul de Mille-Vaches, county of Saguenay, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 11th March, 1915. 1596

Hayes House Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth of March, 1915, incorporation Messrs. Peter Gannon, book-keeper; John Hayes, engineer; Michael Hayes, restaurant-keeper; Edward Nicholson and Archibald Walker, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants and any other business which may be incidentally carried or in connection therewith, such as shoe-shinning stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immovable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may

peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Hayes House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1601—11-2 Sous-secrétaire de la province.

Hotel Union Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Henri Dufresne et Louis Benoit, hôteliers; Prosper Reeves, bourgeois; G. A. Ducharme, marchand; Adélard Gosselin, entrepreneur; tous de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération et spécialement l'hôtel actuellement exploité par M.M. Dufresne et Benoit, rue Laframboise, Place du Grand Tronc, Saint-Hyacinthe, y compris la licence, fonds de commerce l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce d'hôtel en opération tel qu'actuellement exercé par les dits Dufresne & Benoit et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la dite compagnie.

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie, soit en tout ou en partie aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Hayes House Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1602—11-2 Deputy Provincial Secretary

"Hotel Union Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Henri Dufresne and Louis Benoit, hotelkeepers, Prosper Reeves, bourgeois; G. A. Ducharme, merchant; Adélard Gosselin, contractor, all of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith with such, as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of any moveable or immovable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel presently operated by Messrs Dufresne and Benoit, Laframboise street, Grand Trunk Square, Saint Hyacinthe, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, constituting the hotel business now carried on as a "going concern" by the said Dufresne & Benoit, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell, or exchange shares stocks or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a nature similar to that carried on by the company, either in whole or in part also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hotel Union, Limitée", avec un capital social de quarante neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1599—11-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondés de Québec dus, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Québec, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la municipalité des Cantons Unis Stoneham et Tewkesbury".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 11 mars 1915.

1597

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Hotel Union, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars (\$49,900.00) divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1600—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Quebec, the following club is authorized under the following name, to wit:

"Farmers' Club of the municipality of the United Townships of Stoneham and Tewkesbury.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 11th March, 1915.

1598

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 151.

In re C. C. Brandt, Bijoutier, (National Company
Montréal, Insolvable.

Prenez avis qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable à mon bureau, 97 rue Saint-Jacques, Montréal, le ou après lundi le 29 mars 1915.

Toute opposition au dit bordereau de dividendes devra m'être signifiée avant cette date.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur.

Montréal, 8 mars 1915.

1533

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No. 213.

In re Azarie Bélair, Montréal, Insolvable.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 29 mars 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques,
Montréal, 13 mars 1915.

1553

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 151.

In re C. C. Brandt, jeweler, (National Company)
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, payable at the office of the Curator, 97, Saint James street, room 34, Montreal, on or after Monday, the 29th March, 1915.

Any opposition to said dividend sheet must be filed with me before that date.

C. A. SYLVESTRE,
Curator.

Montreal, 8th March, 1915.

1534

Superior Court.

Province de Province of Quebec,
District of Montreal,

No. 213.

In re Azarie Bélair, Montréal, Insolvent.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 29th March, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint-James, street,
Montreal, 13th March, 1915.

1554

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.

Jean G. Samson, rivière Bleue, comté Témiscouata, marchand, a, le 5 mars 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mars 1915. 1559

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montmagny.

Achille Boutin, Notre-Dame du Rosaire, comté Montmagny, commerçant, a, le 3 mars 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montmagny, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mars 1915. 1557

Cour Supérieure.

District de Québec,
No 145.

Avis est par le présent donné que Clovis Blouin, de Québec, marchand, a, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et déposé son bilan le 8 mars 1915, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.

Bureau: 118, rue Saint-Pierre, Québec. 1555

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Dans l'affaire de Joseph Ringuette, Manufacturier de beurre et fromage, de Huntingdon, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou après le 30 mars 1915.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 13 mars 1915. 1537

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Romulus Piuze,

et

Failli;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été le 5ème jour de mars courant, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau, dans les trente jours, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 10 mars 1915. 1573

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.

Jean G. Samson, Rivière Bleue, Témiscouata county, merchant, has, on the 5th of March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Kamouraska, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th March, 1915. 1560

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montmagny.

Achille Boutin, Notre Dame du Rosaire, Montmagny county, trader, has, on the 3rd of March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Montmagny, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th March, 1915. 1558

Superior Court.

District of Quebec,
No. 145.

Notice is hereby given that Clovis Blouin, of Quebec, merchant, has, on the 8th of March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional Guardian.

Office: 118, Saint Peter street, Quebec. 1556

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

In the matter of Joseph Ringuette, butter and cheese manufacturer, of Huntingdon, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be payable on or after the 30th March, 1915.

Any contestation of said dividend must be filed at my office before the above date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 13th March, 1915. 1538

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Romulus Piuze,

Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that an order of this court, I was, on the 5th day of March instant, appointed curator to the property of the said insolvent.

All sworn claims must be filed at my office within 30 days, so as to be collocated upon the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 10th March, 1915. 1574

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 254.

Dans l'affaire de John Patterson, entrepreneur,
Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objections jusqu'au treizième jour d'avril 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WILLIAM T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur,
3 rue Notre-Dame-Est,
Montréal, 6 mars 1915.

1589

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 73.

Gerson Zudick & J. Shpretzer, ont, ce jour, fait cession de leurs biens et j'ai été nommé gardien provisoire.

JOHN WATTERSON,
Montréal, 27 février 1915.

1567

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
In re Jos. Demuy,

Failli;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à contestation, jusqu'au 30ème jour de mars 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 10 mars 1915.

1571

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 14.

Dans l'affaire de "Vacuna Co., Ltd",
En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au treizième jour d'avril 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WILLIAM T. HOOD,
Liquidateur.

Bureau du Liquidateur,
3, rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 6 mars 1915.

1587

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montmagny.
In re J. B. & A. Gaulin, Saint-François de Montmagny, Insolubles.

En vertu d'un ordre de la Cour, en date du 4 mars 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mars 1915.

1565

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 254.

In the matter of John Patterson, Contractor,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 13th day of April 1915, after which date the dividends will be payable at my office.

WILLIAM T. HOOD,
Curator.

Office of the Curator,
3, Notre Dame Street East,
Montreal, 6th March, 1915.

1590

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 73.

Gerson Zudick & J. Shpretzer, have, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed provisional guardian.

JOHN WATTERSON,
Montreal, 27th February, 1915.

1568

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
In re Jos. Demuy,

Insolvent.

and
Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be open to objection, until the 30th of March, 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 10th March, 1915.

1572

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 14.

In the matter of Vacuna Co., Ltd.,
In liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 13th day of April, 1915, after which date the dividends will be payable at my office.

WILLIAM T. HOOD,
Liquidator.

Office of the Liquidator.
3, Notre Dame street east.
Montreal, 6th March, 1915.

1588

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montmagny.
In re J. B. & A. Gaulin, Saint-François de Montmagny, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 4th March, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th March, 1915.

1566

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Share & Caplan, 1525 rue Cadieux, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le huitième jour de mars 1915, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des dits insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les susdits insolvable sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Curateurs conjoints.

Bureau de
Michaud & DesRosiers,
Comptables et liquidateurs.
Chambre 24-55 rue Saint-François-Xavier.
Montréal, 10 mars 1915. 1585

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 295.

In re Jos. Safady, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à mon bureau, No 97, rue Saint-Jacques, chambre No 34, lundi, le 29 mars 1915,

Toute opposition au dit bordereau de dividende devra m'être signifié avant cette date.

C. A. SYLVESTRE,
Curateur. 1531

Montréal, le 8 mars 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Québec,

In re Jos. Pouliot & Cie, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 8 mars 1915, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mars 1915. 1563

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re P. L. Gadoury, Failli;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à contestation jusqu'au 29 mars 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal. 1569
Montréal, 10 mars 1915.

Dans l'affaire de Léonard L. Vallée, Kingsbury, Qué., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 31 mars 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau 125, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.

JOHN J. GRIFFITH,
Curateur.

Bureau de John J. Griffith,
125, rue Wellington, Sherbrooke, Qué. 1591

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Share & Caplan 1525 Cadieux street, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th day of March, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvents.

All parties having claims against said insolvents are requested to file attested under oath, within 30th days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,

Joint curators.

Office of
Michaud & DesRosiers,
Accountants and liquidators,
Room 24-55 Saint François Xavier street.
Montreal, 10th March, 1915. 1586

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 295.

In re Jos. Safady, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter payable at my office, No. 97, Saint James street, room 34, on Monday, the 29th March, 1915.

All opposition to said dividend sheet must be filed with me before that date.

C. A. SYLVESTRE,
Curator. 1532

Montreal, 8th March, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Quebec.

In re Jos. Pouliot & Cie, Quebec, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 8th March, 1915, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 10th March, 1915. 1564

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re P. L. Gadoury, Insolvent & Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared which will be open to objection until the 29th March, 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

Montreal, 10th March, 1915. 1570
No. 60, Notre Dame street East, Montreal.

In the matter of Leonard L. Vallée, Kingsbury, Que., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until the 31st, of March, 1915, after which date Dividends will be payable at my office, 125 Wellington street, Sherbrooke, Que.

JOHN J. GRIFFITH,
Curator.

Office of John J. Griffith,
125, Wellington street, Sherbrooke, Que. 1592

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 116.

In re Louis Frishling & Mendel Seidman,
"Alaska Fur Trading Co", Montréal, Insol-
vables.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de la Cour supérieure rendue ce huiti-
ème jour de mars 1915, le soussigné a été
nommé curateur aux biens des susdits insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être
déposées à mon bureau dans trente jours de cette
date.

J. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre-Dame-Est,
Chambres 25-26, Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, 9 mars 1915. 1583

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.

Emile Faris, Coaticook, comté Stanstead,
marchand, a, le 6 mars 1915, fait cession judi-
ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créan-
ciers au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure du district de Montmagny, conformément
à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 mars 1915. 1561

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de J. H. Watier, marchand, de
Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé et
sera payable à mon bureau, le 29ème jour de
mars 1915.

Toute contestation doit être déposée entre mes
mains avant la date ci-haut mentionnée.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
Montréal. 1603

En liquidation*District de Saint-Hyacinthe.*

Dans l'affaire de "Columbia Creamery Co.,
Ltd." en liquidation volontaire.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende a été préparé en
cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au
27 mars 1915.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou
après le 29 mars 1915.

L. E. POTVIN,
Curateur.

Bureau: 150½, Girouard.
Saint-Hyacinthe, 9 mars 1915. 1593—11-2

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "Cambridge Corporation, Limited, En li-
quidation, Montréal, Que.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 116.

In re Louis Frishling & Mendel Seidman,
"Alaska Fur Trading Co.", Montreal,
Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of
the Superior Court, rendered this 8th day of
March, 1915, the undersigned has been appointed
curator of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed at my office within
thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92, Notre Dame street east,
Rooms 25 and 26, "La Sauvegarde" Bldg.
Montreal, 9th March, 1915. 1584

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Emile Faris, Coaticook, Stanstead county,
merchant, has, on the 6th of March, 1915, made
a judicial assignment of his property for the
benefit of his creditors at the prothonotary's
office of the superior court for the district of Saint
Francis, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 10th March, 1915. 1562

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of J. H. Watier, merchant, of
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
dividend has been prepared and will be payable
at my office, on the 29th day of March, 1915.

Any contestation must be deposited with me
before the date above mentioned.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 1604

In Liquidation*District of Saint Hyacinthe*

In the matter of "Columbia Creamery Co. Ltd",
In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been prepared in this matter
and will be open to objection until 27th March,
1915.

This dividend will be payable at my office on or
after 29th March, 1915.

L. E. POTVIN,
Curator.

Office: 150½, Girouard.
Saint Hyacinthe, 9th March, 1915. 1594—11-2

UNDER THE WINDING UP ACT
Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Cambridge Corporation Limited, In liqui-
dation, Montreal, Que.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et s'il n'y a pas d'opposition nous procéderons au paiement de tel dividende le quinzième jour d'avril 1915.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidateurs.

Bureau de Wright & Kingan,
711-13, Edifice "Transportation",
Montréal, 10 mars 1915. 1581-11-2

Avis Divers

Cour Supérieure.—Québec.

No 2581.

Dame B. Boivin, Demanderesse; vs J. W. Fiset, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 janvier 1915.

TURGEON, ROY,
LANGLAIS & MORIN,
Procureurs de la Demanderesse.
Québec, 6 février 1915. 953-7-5

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

31

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and should there be no opposition, we will on the 15th day of April 1915, proceed to pay such dividend.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidators.

Office of Wright & Kingan,
711-13, Transportation Bldg.
Montreal, 10th March, 1915. 1582-11-2

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Québec.

No. 2581.

Dame B. Boivin, Plaintiff; vs J. W. Fiset, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 29th of January, 1915.

TURGEON, ROY,
LANGLAIS MORIN,
Attorneys for the plaintiff.
Quebec, 6th February, 1915. 954-7-5

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Québec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; The second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914

32

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 11.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Arseneault vs Nicol.....	702
" Aiken vs Crowell.....	697
" Babik vs Habib.....	698
" Boivin vs Fiset.....	733
" Carrier vs Ouellet.....	699
" Charron vs Paquin.....	700
" DesRosiers vs Auger.....	700
" Dupras vs Martel.....	698
" Gaudry vs Chartrand.....	698
" Gibault vs Malo.....	700
" Langlois vs Gosselin.....	701
" Laurin vs Desormeaux.....	697
" Lauzon vs Paquette.....	699

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Hill vs Black.....	699
Dme Valois vs Léveillé.....	699

ANNONCEURS, avis aux:—733.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la province ecclésiastique de Montréal, 690; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières, 600; The Knights of the Macabees of the World, 690; The Legal Aid Society of Greater Montreal, 688.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Règlements relatif à l'examen des ingénieurs stationnaires, amendés, 687.

AVIS:—La Cie Massicotte & Tremblay, 705; United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 706.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS:—Paroisse de Saint-Paul-de-Mille-Vaches, 726.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Municipalité des cantons unis Stoneham et Tewkesbury, 600; Paroisse de Saint-Hilaire, 690.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—La Compagnie R. H. Heinicke, Incorporée, 726.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Alaska Fur Trading Co.....	732
Andros & Andros.....	703
Archambeault.....	704
Bélair.....	728
Blouin.....	729
Bouchard.....	705
Boutin.....	729
Brandt.....	728
Charbonneau.....	704
Cossette.....	703
Demuy.....	730
Dontigny.....	705
Faris.....	732
Gadoury.....	731
Gaulin.....	730
Labbe (Dme).....	702
La Jamaica Cigar Factory.....	702

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Lemire vs Labrie.....	700
" Magid vs Naitanson.....	698
" Massicotte vs Barbeau.....	698
" Nissensohn vs Charness.....	701
" Palfrey vs Hooper.....	699
" Palker vs Wahl.....	697
" Papin vs Papin.....	697
" Potevin vs Lapierre.....	698
" Riel vs Beaudin.....	702
" Schmitt vs Brouillette.....	700
" Talbot vs Giguère.....	702
" Tardif vs Guay.....	701
" Tessier vs Wagner.....	701

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Masson vs Fréchette.....	701
--------------------------	-----

ADVERTISING, notice to:—733.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques de la province ecclésiastique de Montréal, 690; L'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et Trois-Rivières, 600; The Knights of the Macabees of the World, 690; The Legal Aid Society of Greater Montreal, 688.

ORDER IN COUNCIL:—Regulations relatings to the examination of stationary engineers, amended, 687.

NOTICE:—La Cie Massicotte & Tremblay, 705; United States Grand Lodge Independent Order Sons of Benjamin, 706.

FARMER'S CLUB DISSOLVE:—Parish of Saint Paul de Mille Vaches, 726.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF:—Municipality of the united townships Stoneham and Tewkesbury, 600; Parish of Saint Hilaire, 690.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—La Compagnie R. H. Heinicke, Incorporée, 726.

FAILL—INSOLVENTS:—

Leduc.....	704
Morin.....	703
Paquette.....	704
Patterson.....	730
Payette.....	704
Piuzé.....	729
Pouliot & Cie.....	731
Ringuette.....	729
Safady.....	731
Samson.....	729
Share & Caplan.....	731
Vacuna Co Ltd.....	730
Vallée.....	731
Udow.....	703
Zudiok et al.....	730
Watier.....	732

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Café Chevalier, Ltée.....	695
Café Riche.....	692
Club Athlétique de Maisonneuve, Incorp...	682
Hayes House, Ltd.....	726
Hotel Union, Ltée.....	727
Hôtel Sainte-Catherine, Ltée.....	696
J. Lazarus & Company, Ltd.....	691
La Buanderie de Fraserville, Ltée.....	694
La Cie Gendron, Ltée.....	693
Le Progrès Ouvrier, Ltée.....	688

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Chaboillez, Ltd.....	691
----------------------	-----

LIQUIDATION:—Cambridge Corporation, Ltd., 732; Columbia Creamery Co., Ltd, 732.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—

Chandler, 680: Village d'Acton, Comté de Bagot, 691.

NOMINATIONS:—

Commissaire pour l'érection civile des paroisses: Horace St-Germain, Saint-Hyacinthe, 679.

Juges de paix aux fins d'assermenter les recrues, 679.

RATIFICATION:—Gohier *ex parte*, 707.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Canadian Express Company, 705.

VENTE PAR ENCAN:—Morin, 706.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Conseil Municipal de Coaticook, 706.

VENTES PAR LES SHERIFFS:—

ARTHABASKA:—Beaudoin vs Fréchette, *et al*, 710; Côté *et al* vs Bolh *et al*, 709; Daigneault vs Valois, 709; Jennings vs Héritiers Jennings, 710.

CHICOUTIMI:—Cloutier vs Morgan, 711.

JOLIETTE:—The Canadian Bank of Commerce vs Perreault & St-André, 711.

MONTMAGNY:—Cloutier vs Champagne, 712; Mercier vs héritiers Richard, 712.

MONTRÉAL:—Boivin vs Handleman, 714; Beaudoin vs Marotta, 713; Bonhote vs Levy, 719; Denault vs Dme Côté, 713; Handfield vs Marcotte, 715; Horton vs Yohansen, 714; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 717; La Cité de Maisonneuve vs Buist *et al*, 720; La Cité de Montréal vs Robillard, 716; La Cité de Montréal vs The Sainte Catherine Street Realty Coy, Ltd, 713; Lebeau vs Maille, 715; Martin & Cie Ltée, vs Smillinges, 720; O'Kane vs O'Hara *et al*, 715; Robert vs Lajoie, 721; Théoret vs Prévost, 719.

OTTAWA:—Perrier vs Dme Ménard, 721; Robert vs Corriveau, 722; The Pedlar People Ltd, vs Viau, 721.

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

L'Econome, Incorpore.....	691
Montreal House Incorp.....	686
Power's Ltd.....	680
Subway Ltd.....	682
The Bleury Café, Ltd.....	684
The Candian & Oriental Chinese Club.....	681
The Northern Fur Manufacturing Company Ltd.....	683
Woodbine Café, Ltd.....	686

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Chaboillez, Ltd.....	691
----------------------	-----

LIQUIDATION:—Cambridge Corporation, Ltd., 732; Columbia Creamery Co., Ltd, 732.

SCHOOLS MUNICIPALITIES:—

Chandler, 680: Village of Acton, County of Bagot, 691.

APPOINTMENTS:—

Commission for the civil erection of the parishes:— Horace St. Germain, Saint Hyacinth, 679.

Justices of the peace for administering the oath to recruits, 679.

RATIFICATION:—Gohier *ex parte*, 707.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—Canadian Express Company, 705.

AUCTION SALE:—Morin, 706.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—Municipal Council of Coaticook, 706.

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—Beaudoin vs Fréchette, *et al*, 710; Côté *et al* vs Bolh *et al*, 709; Daigneault vs Valois, 709; Jennings vs Heirs Jennings, 710.

CHICOUTIMI:—Cloutier vs Morgan, 711.

JOLIETTE:—The Canadian Bank of Commerce vs Perreault & St-André, 711.

MONTMAGNY:—Cloutier vs Champagne, 712; Mercier vs heirs Richard, 712.

MONTRÉAL:—Boivin vs Handleman, 714; Beaudoin vs Marotta, 713; Bonhote vs Levy, 719; Denault vs Dme Côté, 713; Handfield vs Marcotte, 715; Horton vs Yohansen, 714; La Banque d'Hochelaga vs Marchand, 717; La Cité de Maisonneuve vs Buist *et al*, 720; La Cité de Montréal vs Robillard, 716; The City of Montréal vs The Sainte Catherine Street Realty Coy, Ltd, 613; Lebeau vs Maille, 715; Martin & Cie Ltée, vs Smillinges, 720; O'Kane vs O'Hara *et al*, 715; Robert vs Lajoie, 721; Théoret vs Prévost, 719.

OTTAWA:—Perrier vs Dme Ménard, 721; Robert vs Corriveau, 722; The Pedlar People Ltd, vs Viau, 721.

QUÉBEC:—La Reins Mineral Water Coy Ltd, vs Héritiers Herard, 722; Sirois vs Corporation du village Deschailons, 722.

RICHÉLIEU:—Lessard vs Fleurant, 723.

SAINT-FRANÇOIS:—Rider vs The Griffin Dairy Association, 723.

TERREBONNE:—Dme Kehensky vs Carber, 725; Lanthier, Failli, 724.

TROIS-RIVIÈRES:—Bournival vs Garceau, 725.

QUEBEC:—La Reins Mineral Water Coy Ltd, vs Heirs Herard, 722; Sirois vs Corporation of the village Deschailons, 722.

RICHÉLIEU:—Lessard vs Fleurant, 723.

SAINT FRANCIS:—Rider vs The Griffin Dairy Association, 723.

TERREBONNE:—Dme Kehensky vs Carber, 725; Lanthier, insolvent, 724.

THREE RIVERS:—Bournival vs Garceau, 725.

QUÉBEC:—Imprimé par E.-E. CINQ-MARS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC:—Printed by E.-E. CINQ-MARS, Printer to His Most Excellent Majesty the King.